

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 19 AVRIL 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 19 APRIL 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 18 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présente lors de l'ouverture de la séance : Mme Laurette Onkelinx

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Koen Bultinck, Claude Marinower

Raisons de santé : Alisson De Clercq, Greta D'hondt

En mission à l'étranger : Monica De Coninck

Conseil de l'Europe : Stef Goris, Jean-Pol Henry

Gouvernement fédéral

Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances : devoirs de mandat

André Flahaut, ministre de la Défense : en mission à l'étranger (Liban)

Questions**01 Questions jointes de**

- **M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les tribunaux d'application des peines" (n° P1893)**

- **M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les tribunaux d'application des peines" (n° P1894)**

01.01 Tony Van Parys (CD&V) : Dans un arrêt, la Cour de cassation a cassé les jugements des tribunaux d'application des peines parce qu'ils ne sont pas prononcés en public, comme le prescrit l'article 149 de la Constitution. Les tribunaux d'application des peines siègent principalement dans les prisons elles-mêmes et il n'est évidemment pas possible de laisser ouvertes les portes d'une prison puisque des détenus parviennent même à s'évader quand elles sont fermées. (*Sourires*)

Une solution pourrait consister à organiser les audiences dans les prisons et les prononcés dans les tribunaux. Dans ce scénario, il faudrait toutefois assurer le transfèrement des détenus de la prison vers le tribunal afin qu'ils soient présents au moment du prononcé, ce qui nécessiterait de dégager certains moyens financiers. Comment la ministre appliquera-t-elle en pratique cet arrêt de la Cour de cassation ?

01.02 Melchior Wathelet (cdH) : La Cour de cassation a souligné à plusieurs reprises que, puisque les tribunaux d'application des peines prononcent des jugements au lieu de statuer comme le faisaient les commissions de libération conditionnelle, le prononcé doit en être public. La publicité des décisions de justice est un principe important du droit et les pourvois en cassation commencent à affluer. Quelles mesures comptez-vous prendre pour assurer dorénavant la publicité des décisions des tribunaux d'application des peines ?

01.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La Cour de cassation a effectivement estimé que les

décisions des tribunaux d'application des peines devaient être prononcées en audience publique, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Depuis le 1^{er} février, les tribunaux d'application des peines ont pris un demi-millier de décisions. Celles-ci ont fait l'objet d'une quinzaine de recours, dont six ont donné lieu à un arrêté concernant la nécessité d'audiences publiques. Il n'y a aucun problème pour les autres décisions prises puisque le délai pour introduire un recours en cassation est de vingt-quatre heures.

Nous allons prendre les dispositions nécessaires et, désormais, les détenus auront la possibilité d'assister au prononcé en audience publique.

J'en profite pour donner à la Chambre deux précisions concernant des difficultés évoquées récemment en relation avec les tribunaux d'application des peines : les problèmes informatiques liés à l'encodage des anciens documents des commissions sont réglés et la question des plis judiciaires est également résolue.

01.04 Tony Van Parys (CD&V) : Les questions que nous posons continuellement à la ministre produisent manifestement leurs effets. Il y a quinze jours, les convocations étaient encore manuscrites alors qu'elles sont subitement informatisées aujourd'hui. (*Sourires*)

Une fois encore, la ministre déclare que tout rentrera dans l'ordre étant donné que les jugements seront désormais prononcés au tribunal. Les détenus doivent alors être transférés au tribunal. Quels seront les moyens utilisés ? Le transfèrement de détenus vers le tribunal ne peut être assuré par la police locale mais doit l'être par le corps de sécurité, alors que celui-ci est centralisé à Bruxelles.

Cet arrêt était quand même prévisible puisque l'article 149 de la Constitution n'est pas neuf. Lors des réunions préparatoires relatives aux tribunaux d'application des peines, ce problème a effectivement été abordé au cabinet de la ministre mais étant donné que la loi devait être adoptée rapidement, le problème a été ignoré et nous devons à présent en supporter les conséquences.

Je me réjouis que la fin de la législature approche car si ce n'était pas le cas, nous serions contraints de poser des questions à la ministre jour et nuit. Peut-être devrions-nous prolonger la législature. (*Sourires*)

01.05 Melchior Wathelet (cdH) : Il est dommage que cette faille n'ait pas été décelée au dépôt du texte. Puisque le système doit maintenant être modifié, j'insiste pour que des moyens suffisants y soient consacrés afin que les changements ne se fassent pas au détriment d'autres transferts, d'autres audiences ou du travail des tribunaux d'application des peines.

L'incident est clos.

02 Question de M. Richard Fournaux à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la sortie d'un jeune d'une institution de protection de la jeunesse" (n° P1895)

02.01 Richard Fournaux (MR) : Je sais que la vice-première ministre n'est pas compétente pour les matières que je vais évoquer, mais je tenais à attirer l'attention de la Chambre sur une situation kafkaïenne.

Cette semaine, l'agresseur d'un directeur d'école de Dinant a échappé à la surveillance des personnes mandatées par la Communauté française pour assurer sa garde.

L'étonnement de la population est grand ! Le corps professoral, la direction et les élèves de l'école ont manifesté devant le palais de justice de Dinant, ce qui prouve bien la confusion quant aux compétences en la matière. L'émoi est grand de constater que non seulement l'auteur des faits a pu partir en « excursion », mais aussi qu'il a déjà bénéficié, depuis l'agression il y a quelques semaines, de libérations ou congés.

J'ai été abordé par nombre de personnes, qui éprouvent de l'écœurement en constatant que, entre les

discours visant à rassurer l'opinion publique en matière de sécurité et la politique d'accompagnement social pour les mineurs qui ont commis des fautes, il y a un fossé !

Certes, vous n'êtes pas directement compétente en la matière. Mais n'est-il pas temps d'aborder ce débat ? Comment peut-on, tout en privilégiant une politique d'accompagnement de ces mineurs en détresse, mettre en danger la sécurité du citoyen ? Dimanche dernier, il y a eu un branle-bas de combat entre les autorités judiciaires et policières pour assurer la protection de la victime. C'est le monde à l'envers ! Et nous ne pouvons l'accepter !

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je comprends cet émoi et je le partage. Mais ce dossier n'entre pas dans mes attributions ni dans celles des instances fédérales.

J'ai souvent plaidé pour une refédéralisation des politiques relatives à la jeunesse délinquante. Il existe des institutions spécialisées et sécurisées pour les adultes souffrant de troubles psychiatriques, dont les Communautés pourraient s'inspirer. Mais je ne puis m'engager pour d'autres niveaux de pouvoir.

02.03 Richard Fournaux (MR) : Certes, il s'agit d'institutions différentes, mais les courants idéologiques les traversent. Et je peux vous certifier qu'il y a un certain ras-le-bol du terrorisme intellectuel qui empêche de parler de sécurité ou de sécurisation de certains lieux, notamment ceux où sont placés des jeunes ayant commis de lourdes fautes.

Quand on libère des gens pour qu'ils puissent assister à un match de football ou qu'on les emmène visiter Bruxelles l'après-midi, alors que ces individus ont perpétré des actes d'une gravité exceptionnelle, il est permis de s'interroger sur l'équilibre entre la sécurité des personnes et la protection des mineurs. Or, le balancier penche du mauvais côté et les citoyens ne l'admettent plus.

L'incident est clos.

03 Question de M. Daniel Ducarme au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le vote des Belges à l'étranger" (n° P1897)

03.01 Daniel Ducarme (MR) : Nos compatriotes à l'étranger ont suivi les règles pour choisir une commune de rattachement en Belgique afin de participer aux élections législatives du 10 juin, mais à Rhode-Saint-Genèse, une échevine flamande a estimé les demandes introduites en français irrecevables. Le collège n'a donc pu retenir cette liste et c'est le conseil communal qui a ratifié cette liste de plus de 300 Belges. Cette échevine et d'autres intervenants flamands ont, en outre, estimé que le gouverneur pouvait, sur base d'un recours, casser la décision du conseil.

Pourtant, à la suite des accords de la Saint-Michel, la Cour d'arbitrage avait établi que si l'emploi des langues en matière administrative était bien une compétence communautaire, l'organisation des élections fédérales relevait de la compétence fédérale. Les circulaires adressées soit par votre département, soit par celui des Affaires étrangères ont, d'ailleurs, indiqué que ces compatriotes pouvaient s'inscrire à l'aide d'un formulaire en français.

J'ajoute qu'en 2003, le ministre de l'Intérieur Duquesne avait indiqué que les formulaires de demande d'inscription comme électeur pouvaient être complétés en français ou en néerlandais selon la langue de l'intéressé dans les communes à régime linguistique spécial. Un recours avait été introduit et la cour d'appel avait suivi la position de votre prédécesseur. Sur la base de ces éléments, il ne devrait pas y avoir de problème pour nos compatriotes de Rhode-Saint-Genèse ?

03.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Le conseil communal de Rhode-Saint-Genèse a décidé d'inscrire 370 Belges de l'étranger, qui ont choisi cette commune de rattachement pour exercer leur droit de vote aux élections législatives du 10 juin prochain. Ils sont donc inscrits sur la liste des électeurs de la commune. Tout recours éventuel en la matière sera traité en dernier ressort par la Cour d'appel compétente,

conformément au Code électoral.

03.03 Daniel Ducarme (MR) : Cela veut donc dire que ces 370 Belges sont bien inscrits et que la procédure pour les informer de leur inscription et leur envoyer les différents formulaires de vote se déroulera normalement. Cela clôt vraisemblablement l'incident et la volonté de cette échevine de porter préjudice à la volonté de nos compatriotes.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Joëlle Milquet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des élections dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (n° P1896)

04.01 Joëlle Milquet (cdH) : Le ministre régional flamand Keulen n'envisage pas de sanction disciplinaire contre les vingt-quatre bourgmestres qui avaient décidé de ne pas constituer leurs listes électorales.

La réponse que vous m'avez donnée le 22 mars dernier est-elle toujours d'actualité ? Quelles démarches avez-vous entreprises pour vous assurer de la bonne marche des élections dans la périphérie ? Le gouverneur a-t-il entrepris des démarches. Quelle est votre position par rapport à la déclaration du ministre flamand ?

04.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : Il faut distinguer le volet disciplinaire, qui relève exclusivement du ministre flamand des Affaires intérieures, et l'organisation des élections du 10 juin, pour lesquelles le gouverneur du Brabant flamand, en tant que commissaire du gouvernement, fera le nécessaire, comme cela a été le cas en 2004.

Je suis régulièrement en contact avec lui pour m'assurer que les différentes actions administratives prévues par le Code électoral sont menées correctement et dans les délais impartis.

04.03 Joëlle Milquet (cdH) : Il n'est pas toujours facile d'assumer la schizophrénie de certains membres de sa propre famille politique.

Si une loi existe, elle doit être appliquée. Je m'étonne de l'absence de décision en matière de sanctions, contre ces bourgmestres.

04.04 Patrick Dewael, ministre (en français) : Je ne vais pas porter de jugement sur des déclarations de ministres d'autres gouvernements !

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Greet Van Gool au ministre de l'Emploi sur "les licenciements chez Opel" (n° P1898)**
- **Mme Zoé Genot au Premier ministre sur "les licenciements chez Opel" (n° P1899)**
- **M. Ludo Van Campenhout au ministre de l'Emploi sur "les licenciements chez Opel" (n° P1900)**
- **Mme Danielle Van Lombeek-Jacobs au ministre de l'Emploi sur "les licenciements chez Opel" (n° P1901)**
- **Mme Nahima Lanjri au ministre de l'Emploi sur "les licenciements chez Opel" (n° P1902)**

05.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Mardi dernier, nous appris la triste nouvelle de la suppression de 1.400 emplois chez General Motors (GM) à Anvers parce que la nouvelle Opel Astra n'y sera pas assemblée à partir de 2010. À cette perte, il faut ajouter la disparition d'emplois chez les sous-traitants. La bonne nouvelle, c'est que GM-Anvers ne fermera pas et qu'un autre modèle du groupe GM y serait construit à partir de 2010.

Est-il définitivement acquis qu'un nouveau modèle sera assemblé à Anvers à partir de 2010 et serait-ce la une garantie suffisante pour la stabilité de l'entreprise ?

Qu'adviendra-t-il si les contrats qui seront proposés au personnel à l'avenir sont moins attrayants ? La crainte existe en effet que parmi les 1.400 travailleurs qui devront quitter l'entreprise, la plupart possèdent un contrat à durée indéterminée et que ceux dont le contrat est moins favorable seront licenciés ultérieurement, avec de moins bonnes conditions de départs.

Le ministre de l'Emploi ne peut certes pas faire annuler la décision mais bien accompagner les licenciements dans les meilleures conditions possibles.

Existe-t-il déjà des perspectives d'avenir concrètes chez Opel-Anvers ? Dans la négative, il appartient au ministre de suivre scrupuleusement le dossier en concertation avec son collègue flamand. Quelles mesures prendra-t-il pour faire en sorte que les départs se fassent dans les meilleures conditions possibles, chez GM comme chez les sous-traitants ?

05.02 Zoé Genot (ECOLO) : Il est regrettable que M. Verhofstadt n'ait pas jugé utile de se déplacer. Les travailleurs et sous-traitants, mais également l'État, avaient fourni d'énormes efforts, dans des conditions difficiles. J'ai entendu ce matin la FEB se réjouir des 6 milliards de réduction de charges investis ces dernières années dans les entreprises, en particulier le secteur automobile, et de la meilleure flexibilité horaire.

Ici, il s'agit d'une multinationale qui considère que, bien que nous ne soyons pas plus chers que les autres, nous sommes un trop petit pays et un marché trop exigu, et qui décide de partir. Fallait-il investir de l'argent de cette manière ? Faut-il continuer à le faire ?

Que vont devenir les travailleurs ?

Avez-vous introduit une demande auprès du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, qui peut être contacté lors d'un licenciement de plus de 1.000 personnes, pour VW Forest ? En introduirez-vous une pour Opel ?

05.03 Ludo Van Campenhout (VLD) : Le communiqué de mardi dernier à propos de General Motors a été un coup dur pour l'économie anversoise. Cette décision du quartier général d'Opel fait d'autant plus mal à l'unité implantée à Anvers qu'elle est une usine modèle appliquant des méthodes de production hautement efficaces. Ces dernières années, la direction et les travailleurs ont fourni des efforts énormes pour faire de leur usine la plus performante et la plus compétitive de toutes les usines Opel. On peut donc penser que cette décision n'a pas été prise pour des raisons purement économiques.

Les pouvoirs publics se doivent de veiller à ce qu'il y ait aussi peu que possible de licenciements mais nous devons aussi songer à l'avenir. Il faut qu'Opel Anvers continue à vivre au-delà de l'horizon 2010. Ces dernières années, l'État n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir le secteur automobile et il pourrait continuer aujourd'hui mais il faudrait qu'il obtienne des garanties suffisantes.

Que compte faire le ministre pour assurer la survie d'Opel Anvers en persuadant par exemple la direction de ce géant automobile de lui confier la fabrication de nouveaux modèles ?

Comment s'y prendra-t-il pour veiller à ce que les travailleurs licenciés bénéficient du meilleur accompagnement possible ?

05.04 Danielle Van Lombeek-Jacobs (PS) : La suppression de 1.400 emplois sur le site d'Opel Anvers, mais également la soixantaine d'entreprises qu'elle touche, donne une impression de déjà vu : Renault, Ford Genk, VW Forest. La loi-programme passée avant Noël améliorerait la compétitivité des entreprises belges en permettant d'adapter le temps de travail à la productivité.

Le problème n'est pas économique. Chaque fois qu'un modèle arrive en fin de cycle, l'usine pose ses nouvelles conditions de flexibilité et de compétitivité pour la production d'un nouveau modèle.

General Motors ne pourrait-elle revenir sur sa décision ? Quels engagements concrets cette société a-t-elle pris pour garantir une productivité minimale dans l'avenir ?

05.05 Nahima Lanjri (CD&V) : Chacun est resté bouche bée lorsqu'il est apparu mardi dernier que GM ne confierait pas au siège d'Anvers - la seule parmi les usines européennes - la production de la nouvelle Opel Astra. Cette décision aura de lourdes conséquences pour 1.400 travailleurs et leur famille mais des emplois seront également perdus dans les entreprises de sous-traitance. Il s'agit-là d'une nouvelle catastrophe dont l'effet n'est que quelque peu atténué par l'annonce par Opel de l'assemblage probable d'un nouveau modèle de la marque Chevrolet à Anvers à partir de 2010.

Quand le gouvernement a-t-il été informé de la décision de GM ? Qu'a-t-il fait pour éviter ce scénario ? Peut-on se fier à l'annonce de l'assemblage d'un nouveau modèle à partir de 2010 ? Le pouvoir fédéral, la direction et les partenaires sociaux, d'une part, et le pouvoir fédéral et le pouvoir flamand, d'autre part, se sont-ils concertés ? Une concertation a-t-elle eu lieu avec la ville d'Anvers et l'entreprise portuaire où 3.500 emplois seront à pourvoir dans les années à venir ? Moyennant un recyclage, les travailleurs d'Opel pourraient peut-être accéder à ces emplois. Quelles mesures le ministre prendra-t-il pour assurer la conversion des travailleurs d'Opel ? Une cellule d'emploi va-t-elle être créée ? Le ministre prévoit-il des mesures complémentaires comme une réduction des charges sur le travail pour les entreprises qui engageraient un ancien travailleur de chez Opel ?

05.06 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Mardi, la direction de General Motors nous a annoncé deux décisions. Au cours du deuxième semestre de l'année, 1200 à 1400 emplois disparaîtront chez Opel Anvers. Des suppressions d'emploi suivront assurément chez les sous-traitants. En outre, le nouveau modèle de l'Astra ne sera pas produit à Anvers, ce qui rend incertain l'avenir de l'usine.

Il a immédiatement été précisé que l'usine ne fermerait pas ses portes en 2010 mais nous serions bien entendu beaucoup plus rassurés si un nouveau modèle spécifique était monté à Anvers.

Mardi après-midi, le gouvernement flamand et nous-mêmes avons eu un entretien avec la direction de l'entreprise. Nous avons ensuite rencontré les syndicats également et pris contact avec M. Forster, le directeur de GM Europe. D'ici deux à trois semaines, nous examinerons le scénario de l'après 2010 avec la direction européenne. Il est possible que le nouveau modèle Chevrolet soit monté à Anvers mais aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

Lors de nos contacts avec M. Forster, nous défendrons vigoureusement les atouts de notre pays, et les travailleurs eux-mêmes sont notre première force. Ils ont effectivement fait preuve d'une productivité élevée et d'une grande flexibilité. Le gouvernement flamand a également fourni des efforts importants. Selon la ministre flamande, Mme Moerman, le gouvernement flamand a déjà octroyé une aide d'environ 25 millions d'euros à l'usine. Enfin, le gouvernement fédéral a également apporté sa contribution en réduisant les charges sur le travail en équipe et les heures supplémentaires. Le système du chômage technique rend notre pays particulièrement attrayant. Le système du compte plus-moins récemment instauré constitue également un atout.

Tous ces atouts indiquent qu'il existe assurément toujours un avenir pour l'industrie automobile en Belgique. VW et Ford ont montré que les directions européennes n'ont pas condamné notre pays. Nous mettons tout en œuvre pour assurer l'avenir de l'usine après 2010.

L'annonce faite au conseil d'entreprise mardi a marqué le début de la procédure Renault. Les syndicats ont à présent le temps de collecter des informations et de formuler des propositions de rechange. Les négociations proprement dites ne commenceront qu'après.

En ce qui me concerne, il est essentiel que GM fasse rapidement la lumière sur les perspectives d'avenir de l'usine. Les syndicats n'accepteront pas de s'asseoir à la table des négociations tant que la situation n'aura pas été clarifiée. Dès l'entame des négociations, nous devons mettre l'accent sur les mesures sociales qui doivent permettre aux travailleurs de retrouver un emploi. Il y aura très certainement une cellule d'emploi, du moins s'il y a des demandes de prépensionnement. La rapidité avec laquelle pourra commencer

l'accompagnement du personnel licencié dépendra bien évidemment des négociations entre les syndicats et la direction. Nous attendons beaucoup de la concertation avec la direction européenne.

(*En français*) Aucun pays n'a encore introduit de dossier pour bénéficier de l'intervention du Fonds européen d'ajustement à la globalisation qui vient d'être créé. La Commission nous a indiqué qu'avant toute intervention, le lien avec le commerce mondial devait être démontré et les licenciements doivent atteindre 1.000 personnes sur une période de quatre mois. Les moyens du Fonds doivent être utilisés pour renforcer les mesures d'accompagnement des personnes licenciées. Ce sont les Régions concernées qui doivent, le cas échéant, présenter un dossier auprès du Fonds.

La cellule de crise Volkswagen a demandé au fédéral de préparer un dossier économique pour montrer le lien entre les licenciements dus à la restructuration chez Volkswagen et la mondialisation mais la décision d'introduire une demande n'a pas encore été prise.

(*En néerlandais*) : Nous nous réjouissons évidemment de toute possibilité permettant aux travailleurs de retrouver un emploi. Une cellule pour l'emploi ne peut être créée qu'à la fin des négociations relatives à un plan social. Cela ne nous empêche pas de prendre des initiatives plus informelles pour accompagner les travailleurs dont le licenciement est inévitable.

05.07 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Il est extrêmement regrettable, en effet, que les perspectives d'avenir après 2010 restent floues. Il semble que l'usine deviendra une sorte d'usine d'appoint. Ce n'est peut-être pas si négatif en soi pour le personnel, qui a déjà manifesté sa grande faculté d'adaptation.

Le gouvernement doit faire en sorte de conserver, aussi pour l'avenir, les atouts dont dispose l'usine aujourd'hui. Il s'agira bientôt d'un gouvernement d'affaires courantes mais cela ne doit pas l'empêcher de s'occuper activement de ce dossier, en collaboration avec les syndicats, la direction et la ville d'Anvers.

05.08 Zoé Genot (ECOLO) : Les travailleurs d'Opel, comme ceux de VW, avaient fourni beaucoup d'efforts. La Région flamande et le fédéral avaient débloqué des moyens pour soutenir cette industrie. Or, le gouvernement fédéral ne fait que déclarer qu'il paiera pour l'accompagnement de ces licenciements. En cinq mois, le gouvernement n'a même pas introduit de demande auprès du Fonds. Je trouve cela scandaleux.

05.09 Ludo Van Campenhout (VLD) : Beaucoup d'efforts ont déjà été fournis dans le passé et j'attends du gouvernement qu'il en fournisse aussi beaucoup à l'avenir. Car la demande de main-d'œuvre est importante dans le port. Le gouvernement peut compter sur la collaboration des services de la ville pour assurer l'accompagnement des travailleurs licenciés jusqu'à ce qu'ils aient retrouvé un emploi. Notre première priorité doit être en effet de faire en sorte que ces travailleurs se réinsèrent sur le marché de l'emploi ou, à défaut, d'atténuer autant que possible le désagrément causé par leur licenciement. Nous demanderons que le prochain accord de gouvernement comporte une batterie de mesures qui permettent de garantir l'avenir de l'industrie automobile dans notre nation.

05.10 Danielle Van Lombeek-Jacobs (PS) : Dans cette course à la productivité et à la flexibilité, nos travailleurs sont chaque fois contraints de faire des concessions. Les pouvoirs publics, d'une manière générale, suivent pour faire au moins aussi bien que dans nos pays voisins. Je me pose la question de savoir jusqu'où on peut aller dans une telle logique.

05.11 Nahima Lanjri (CD&V) : Je constate que le gouvernement a été informé très tardivement, ce qui révèle au moins un problème de communication. Ce retard de communication est regrettable. Malgré l'accord de gouvernement et la politique menée en la matière, il est impossible d'éviter des licenciements. Lors des négociations, il est indispensable de faire comprendre clairement aux intéressés que nous entendons mettre tout en œuvre pour maintenir les postes de travail restants en Belgique et que nous désirons même une extension du nombre d'emplois, par exemple si un nouveau modèle devait être tout de même attribué à Anvers. Nous devrions à tout le moins exiger de la part de la direction de GM des garanties en béton quant à la sécurité des emplois. Les droits impliquent des devoirs ; les facilités offertes par la Belgique doivent être compensées par une sécurité d'emploi. Espérons que nous pourrions en définitive descendre sous la barre des 1.400 licenciements. Chaque travailleur licencié doit bénéficier d'un

accompagnement maximal pour retrouver du travail. Toutes les entreprises portuaires sont demandeuses, mais il appartient au ministre de l'Emploi de proposer une brève formation de recyclage à ces personnes qui disposent en principe du potentiel nécessaire. Il faut négocier âprement des garanties d'avenir en matière d'emploi dans le secteur automobile et, en particulier, chez Opel.

05.12 **Peter Vanvelthoven**, ministre (*en néerlandais*) : Je démens fermement tout problème de communication avec la direction de l'entreprise. Nous avons connaissance d'un important processus de restructuration, non seulement en Belgique, mais à l'échelle européenne. Nous avons aidé la direction de l'entreprise à introduire un bon dossier pour Opel Anvers. Elle aurait violé la loi Renault en nous informant préalablement de cette décision. Les organisations des travailleurs doivent être les premières informées au sein du conseil d'entreprise.

05.13 **Nahima Lanjri** (CD&V) : Il semble y avoir entre nous un problème de communication. Le ministre a dit qu'il n'avait été mis au courant que mardi.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Guido De Padt** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les agressions contre les accompagnateurs de train et les grèves" (n° P1903)

- **M. Francis Van den Eynde** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les agressions contre les accompagnateurs de train et les grèves" (n° P1904)

- **M. Jef Van den Bergh** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les agressions contre les accompagnateurs de train et les grèves" (n° P1905)

Le **président** : M. Van den Bergh, d'ordinaire très assidu, est absent cet après-midi contre sa volonté. Je vais permettre, à titre exceptionnel, à M. Goutry de poser sa question

06.01 **Guido De Padt** (VLD) : Un article d'opinion publié ce jour dans le quotidien *De Tijd* rend compte de l'essentiel du dossier. La grève illustre avant tout la culture d'entreprise spécifique de certaines entreprises publiques, où les managers ne sont guère préparés à la gestion moderne du personnel et où les syndicats considèrent les usagers comme des otages plus que comme des clients. Les accompagnateurs avaient à n'en pas douter de bonnes raisons de se mettre en grève mais je ne vois pas comment on pourrait lutter contre les agressions dans les trains en s'en prenant à quelques centaines de milliers de voyageurs. On a gâché une bonne dose de bonne volonté potentielle.

Le ministre, qui était trop heureux de pouvoir vilipender les grévistes d'une entreprise privée, s'est abstenu de tout commentaire dans ce cas-ci.

Les accompagnateurs de trains travaillent dans de mauvaises conditions et sont confrontés à de nombreuses formes d'agression.

Que compte faire le secrétaire d'État pour amener la SNCB à traiter différemment son personnel ? Quelles mesures va-t-on prendre pour lutter contre les agressions ? Va-t-on permettre d'infliger des amendes administratives aux personnes qui se méconduisent ? Va-t-on affecter du personnel supplémentaire sur les lignes à risque ? Comment va-t-on éviter au personnel d'encaisser des agressions et aux voyageurs d'encaisser des grèves ?

06.02 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang) : Je comprends parfaitement l'irritation que suscitent les grèves. Il convient de rechercher les moyens de prévenir ces actions et le meilleur moyen est, dès lors, d'en supprimer la cause. Le gouvernement reste en défaut, car nous savons depuis plusieurs années déjà qu'un problème de sécurité se pose pour le personnel et pour les passagers des chemins de fer. Ces dernières années, j'ai interrogé le secrétaire d'État sur ce sujet chaque semaine.

Aujourd'hui, les accompagnateurs de train risquent à tout moment et partout d'être victimes de personnes qui ne respectent plus aucune règle et qui recourent à la violence verbale et physique à la moindre remarque. Des mesures sont sans cesse annoncées mais le problème n'est pas vraiment pris à bras le corps.

L'agresseur d'un membre du personnel des chemins de fer agresse non seulement un travailleur mais aussi la société tout entière. Car le rail constitue un élément vital pour l'économie, la mobilité et l'écologie. Une seule mesure sera véritablement efficace, à savoir la tolérance zéro à l'égard de ces comportements agressifs. Ainsi, l'on ainsi évitera les mouvements de grève et le personnel pourra renouer avec un sentiment de sécurité.

06.03 Luc Goutry (CD&V) : Le CD&V déplore les événements de lundi, qui étaient la conséquence de la énième agression contre le personnel des transports publics. Il est incroyable que ces personnes doivent aller travailler dans la crainte. La profession d'accompagnateur de train pourrait devenir un métier à risque.

La solution semble introuvable et il est donc légitime de réagir. De nouveaux incidents ne cessent de se produire et entraînent parfois des réactions excessives et des grèves spontanées. Le voyageur est la seconde victime de cette situation.

Quelles initiatives le secrétaire d'État prendra-t-il pour remédier à cette situation d'une grande gravité ?

06.04 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je m'associe à la réaction officielle de la direction du groupe SNCB qui a exprimé sa solidarité avec le personnel touché. Les agressions ne se limitent toutefois pas aux transports en commun. Il s'agit d'un problème de société au sens large ; il suffit de songer au phénomène du hooliganisme dans les stades de football. Tout comme lors des agressions à bord des trains, quelques dizaines de personnes en prennent des centaines de milliers d'autres en otage.

En 2004, 597 agressions ont été commises contre des accompagnateurs de train, alors qu'elles étaient au nombre de 562 en 2005. La SNCB ne dispose pas encore de chiffres pour 2006. Selon la police des chemins de fer, la direction de la SNCB et les syndicats, le chiffre diminue jusqu'en mars 2007. Mais de nouveaux cas d'agression ont été constatés ce mois-ci, notamment quatre ce week-end.

Les agressions sont dispersées et ne se limitent pas à une seule ligne, ce qui complique la gestion du problème. Des mesures ont bel et bien été prises ces dernières années. La police des chemins de fer s'efforce d'intervenir proactivement et entretient en outre une excellente collaboration avec Securail, dans le giron de la SNCB-holding. Le groupe de travail Communication examine le transfert d'informations entre le central d'appels, Securail et la police des chemins de fer.

Securail comme la police des chemins de fer comptent 400 à 500 collaborateurs, un effectif qui a été renforcé d'une cinquantaine de personnes au cours de l'année écoulée. On prévoit pour cette année le recrutement de 233 accompagnateurs de train supplémentaires, dont 129 sont déjà entrés en service.

Il a été question d'impunité mais selon le département de l'Intérieur, les parquets disposent bien de moyens d'action, même s'ils n'y recourent pas toujours. Peut-être devrions-nous imposer aux agresseurs une interdiction d'accès à certaines gares, à l'exemple de l'interdiction d'accès à certains stades de football. Des contacts sont établis avec les parquets à ce sujet. Il existe en outre le projet Malaga relatif à la vidéosurveillance.

La direction de la SNCB a examiné, hier, avec la représentation reconnue du personnel, des dizaines de mesures, incluant la formation, la réaction aux agressions, les équipes doubles, les trains plus courts, le coaching, la constitution de partie civile, etc. J'ai moi-même pris contact avec les cabinets de l'Intérieur et de la Justice pour plaider en faveur d'une sensibilisation accrue des parquets et d'une intervention plus effective de la police des chemins de fer. La police des chemins de fer de Bruxelles annonce une action de grève au motif qu'elle n'est plus suffisamment en mesure d'assumer ses missions de base.

Je déplore la situation qui s'est produite lundi mais je comprends les motifs de cette grève de la SNCB. Il appartient à chaque membre du personnel de considérer en son âme et conscience si les conséquences d'une telle grève se justifient à l'égard des voyageurs. Même si aucun préavis de grève n'a été déposé, un maximum d'informations ont été diffusées via les médias à partir de dimanche soir, ce qui a probablement permis de limiter les conséquences pour les voyageurs.

06.05 Guido De Padt (VLD) : Ce problème couve depuis longtemps déjà. Le ministre de tutelle aurait dû agir au sein des conférences interministérielles pour que, par l'intermédiaire du collège des procureurs généraux,

la ministre de la Justice insiste auprès des parquets pour qu'ils poursuivent ce type d'agression. Les agressions ne diminueront que lorsqu'elles seront effectivement sanctionnées.

06.06 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Selon le secrétaire d'État, l'on n'observerait guère de différences entre régions. À Malines, à Braine-l'Alleud, à Braine-le-Comte et sur la ligne Anvers-Charleroi, les faits d'agressions sont pourtant manifestement plus nombreux.

L'instauration d'une interdiction d'entrer dans les gares ne produira aucun effet parce que, à l'inverse des stades, les gares ne font l'objet d'aucun contrôle à l'entrée. Une action coordonnée doit être mise sur pied, les parquets doivent poursuivre systématiquement et des sanctions sévères doivent être imposées. Les chemins de fer et leur personnel remplissent un rôle social trop important pour que nous les abandonnions à leur sort.

06.07 Luc Goutry (CD&V) : Le calme affiché par le secrétaire d'État est pour le moins étonnant lorsqu'il affirme qu'il ne s'agit " que " de 500 incidents par an. Ce chiffre revient à deux agressions par jour, soit une réalité inacceptable ! Toutes ces années de coalition violette n'ont pas permis d'apporter de solution structurelle à ce problème. Ce n'est pas en jouant sans cesse les pompiers pour éteindre des incendies isolés qu'on mène une politique efficace.

06.08 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Loin de minimiser la situation, je prétends qu'il s'agit d'un problème de société au sens large. Auparavant, les agressions se déroulaient dans le monde du football ; à présent, ce phénomène touche les trains et les transports en commun. Dans quelques années, il atteindra peut-être les piscines et les terrains de sport. Nous tentons surtout de veiller à ce que les droits des victimes soient reconnus. La SNCB est la victime de ces actes et non la responsable.

06.09 Luc Goutry (CD&V) : Le secrétaire d'État n'apaise pas mes craintes. Il veut affecter davantage de personnel des chemins de fer et de policiers à ces missions, alors que la police de Bruxelles vient précisément de lancer aujourd'hui un mot d'ordre de grève pour protester contre le nombre élevé de patrouilles qu'elle doit effectuer dans les centres commerciaux.

06.10 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Il est trop facile d'invoquer en l'espèce le fait de société. Le gouvernement doit s'attaquer à ce dossier, comme il aurait dû le faire depuis longtemps par une action coordonnée de différents départements. Il faut tendre vers une tolérance zéro absolue.

06.11 Guido De Padt (VLD) : En qualité d'échevin des sports, j'ai été responsable d'un bassin de natation. Lorsque des agressions ont été perpétrées, j'ai augmenté le personnel plutôt que de requérir la police à tout bout de champ. Les résultats ont été immédiats. Le ministre de tutelle de la SNCB doit faire en sorte d'éviter que des agressions puissent encore se produire.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bart Laeremans au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "le multilinguisme dans les trains" (n° P1906)

07.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le secrétaire d'État a récemment répondu à une question de Mme Dieu, membre du PS, qu'il ne voit pas d'inconvénient à ce que plusieurs langues soient parlées dans les trains. À l'avenir donc, les instructions et les communications dans les trains pourront être multilingues, et pas seulement à Bruxelles ou dans les trains à destination ou en provenance de l'aéroport. *La Dernière Heure* a évidemment triomphé et la SNCB semble même être demanderesse puisque le client est roi.

Mais cette situation est contraire à la législation sur l'emploi des langues. Le secrétaire d'État détourne l'autorité de la CPCL pour vider la législation linguistique de sa substance et invoquer les dérogations à celle-ci consenties dans certains centres touristiques qu'il estime devoir être étendues aux trains. Quels sont exactement ses projets ?

Sur quelles lignes veut-il instaurer le multilinguisme ?

07.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Pour savoir quelles langues peuvent être

utilisées, il faut poser la question de savoir si le train concerné dessert une ou plusieurs régions linguistiques. Les obligations imposées par la législation sur l'emploi des langues ont pour but de faire en sorte que les habitants de la région linguistique desservie soient informés dans leur langue.

J'estime qu'il serait préférable, dans certains cas, de remplacer une offre de service bilingue par une offre de service multilingue, en plus des langues imposées par la loi, ce qui est parfaitement conforme à l'esprit de la législation linguistique et aux avis de la CPCL. Le *Standaard* partage mon point de vue.

La CPCL permet l'emploi d'autres langues que celle de l'administration ou des langues prescrites. La condition majeure à cet effet est que l'emploi d'autres langues soit justifié par des objectifs spécifiques. L'article 11, § 3 de la loi sur les langues de 1996 prévoit par exemple que l'administration communale peut fournir son information touristique dans au moins trois langues.

En outre, la Commission permanente admet également que plusieurs langues soient parlées dans le *Airport City Express*. Pour ma part, je pense qu'une modification de la loi n'est pas requise. En revanche, un avis de la Commission permanente est requis.

07.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le secrétaire d'État ne répond pas à mes questions. Il invoque abusivement l'avis de la Commission permanente. Je comprends parfaitement qu'on parle plusieurs langues dans les trains internationaux mais si un tel multilinguisme était admis dans tous les trains dont le trajet emprunte une ligne traversant un centre touristique, tous les trains seraient bientôt multilingues. Dans les pays voisins de la Belgique, le personnel des trains ne parle qu'un seul idiome. Il ne viendrait d'ailleurs à l'idée d'aucun Flamand de s'offusquer qu'on ne parle pas néerlandais dans les trains circulant en Wallonie. Le secrétaire d'État porte gravement atteinte à la législation linguistique parce qu'un membre PS veut qu'on parle français dans les trains en Flandre. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour l'empêcher d'obtenir gain de cause.

L'incident est clos.

08 Ordre du jour

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 18 avril 2007, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi :

- le projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 20 décembre 2006 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E pour l'année civile 2007 (n° 3027/1);
- la proposition de loi de Mmes Annemie Roppe et Anne-Marie Baeke et M. Luk Van Biesen modifiant le Code judiciaire en vue d'instituer une immunité d'exécution à l'égard des avoirs de banques centrales étrangères et d'autorités monétaires internationales (n°s 2903/1 à 3);
- le projet de loi relatif à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services consistant entièrement ou principalement en la transmission de signaux de programmes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle sur des réseaux de communications électroniques (n°s 2978/1 à 4);
- le projet de loi relatif aux normes techniques minimales de sécurité applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen (n° 3063/1);
- la proposition de résolution de MM. André Frédéric et Jean-Claude Maene, Mme Annick Saudoyer et M. Bruno Van Grootenbrulle en vue de modifier l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique afin d'accorder la qualité d'agent qualifié aux sapeurs-pompiers (n° 2145/1);
- le projet de loi instaurant une réduction d'impôt pour maisons passives (transmis par le Sénat) (n° 3024/1);
- le projet de loi modifiant la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux (n°s 3060/1 et 2);
- le projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, ainsi que la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement (n° 3047/1);
- le projet de loi modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 2002 fixant les modalités selon lesquelles l'État assure la gratuité des soins de santé, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, à différentes catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre

(transmis par le Sénat) (n° 3023/1);

- le projet de loi relatif à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale (n° 3009/1).

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Révision de la Constitution

09 **Projet visant à insérer un titre 1erbis et un article 7bis en vue d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale pour l'État fédéral, les communautés et les régions (2647/1-4)**

- **Proposition de révision de la Constitution en vue d'y insérer un article relatif au développement durable (2661/1-2)**

Projet transmis par le Sénat

Discussion de l'article unique

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion de l'article unique. (Rgt 85, 4) (2647/1)

La discussion de l'article unique est ouverte.

Le **président** : Les rapporteurs MM. Charles Michel et Geert Lambert se réfèrent à leur rapport écrit.

09.01 Pieter De Crem (CD&V) : La secrétaire d'État, Mme Van Weert, se donne tellement de mal qu'elle va jusqu'à se faire excuser anticipativement pour son absence au moment où le Parlement sera dissout. Voilà qui est illustratif du traitement que le gouvernement et le président réservent au Parlement. Nous ne voulons pas que ce scénario se reproduise.

09.02 Melchior Wathelet (cdH) : Je serai bref. En commission, de nombreuses pistes ont été esquissées, comme l'amendement de M. Michel qui visait à définir plus précisément le « développement durable » et à essayer de fixer des objectifs plus clairs et plus contraignants.

Il n'est pas toujours possible de tendre vers l'équilibre dans le mois ou l'année, mais il faut se donner des échéances.

Je regrette l'absence de débat, car on nous a dit qu'en cas de modification du texte, celui-ci devrait être renvoyé au Sénat. Or, il y avait une place pour la discussion, peut-être pas pour un accord, mais était-il opportun de mentionner telles quelles dans la Constitution des notions aussi vagues ?

Aussi voterons-nous contre l'amendement. Je suppose qu'il sera redéposé par M. Nollet.

Je ne vais pas reprendre la discussion du Sénat pour savoir comment insérer dans la Constitution la référence aux générations futures. Mais il est positif que cet article soit inséré dans la Constitution. Lorsqu'un parlement vote un tel texte et qu'il insère une notion aussi fondamentale dans la Constitution, le pire serait de ne pas être conséquent. Quand on crée une attente au sein de la population, dans un domaine aussi fondamental, et que ce n'est pas suivi d'effets, on aurait mieux fait de s'abstenir. Le fait d'insérer ce principe dans la Constitution aujourd'hui nous oblige à être conséquent avec le texte qui sera voté tout à l'heure.

Le **président** : Il y a beaucoup de chances qu'on mette comme révisable la même disposition, plus tard, après la dissolution des chambres.

09.03 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Je constate que ce sujet ne passionne pas les foules ! Hier, nous avons décidé d'intégrer à nouveau cet article, qui n'est pas encore voté, dans la liste des articles révisables.

Contrairement à ce qu'a prétendu la majorité, nous ne manquons pas de temps, initialement, pour retravailler le texte à la Chambre avant de le faire passer au Sénat.

L'objectif fixé par M. Cornil d'« éveiller les consciences » a davantage été atteint par le film d'Al Gore, par la campagne présidentielle en France et par les travaux du GIEC que par les travaux du Sénat. Les consciences sont désormais éveillées, et elles attendent des avancées de notre part.

La notion de développement durable que l'on veut faire entrer aujourd'hui dans la Constitution pourrait bien constituer un retour en arrière par rapport au contenu de la loi de 1997.

L'alternative déposée par les écologistes est bien plus forte, elle se veut bien plus que symbolique.

Je voudrais, pour préparer le travail de la prochaine législature, comparer le minimalisme du développement durable proposé aujourd'hui avec notre conception écologiste. Nous pensons qu'il ne faut pas « ajouter » le développement durable à tout le reste. Celui-ci doit au contraire être au cœur même de toute politique ; nous préférons dire « *par* l'exercice de leurs compétences, les pouvoirs publics mènent une politique fondée sur le développement durable » plutôt que « *dans* l'exercice ... ».

Nous souhaitons instaurer une démarche bien plus juridique et contraignante qu'un simple éveil des consciences. « Tenir compte de la solidarité entre les générations » est une formulation plus faible que la définition Brundtland internationalement reconnue. Le Conseil fédéral du Développement durable regrette que l'on n'ait pas repris cette dernière formulation, qui faciliterait la vérification du droit.

Nous souhaitons viser tous les pouvoirs publics, ce qui est plus large que le fédéral, les Régions et Communautés.

Le texte proposé, simple déclaration d'intentions, ne répond pas à l'ampleur du défi.

Le nôtre ouvre des droits, il impose le *standstill*, il empêche toute marche arrière et il indique la direction à suivre. Nous aurions pu avoir une discussion sur la manière de le libeller mais nous ne l'avons pas eue. Admettez, Monsieur Wathélet, que cette dimension-là est importante.

La démarche implique, selon nous, la mise en place de dispositifs à chaque niveau de pouvoir. Nous souhaitons la création d'une véritable *Inspection du développement durable* dont le but serait, à l'image de l'*Inspection des Finances*, d'éviter l'accroissement de notre dette environnementale.

Le texte adopté en commission n'apporte rien par rapport à nos engagements juridiques actuels, Rio, Johannesburg, Traité de l'Union européenne.

Nous préférons renouer avec l'audace du constituant de 1831 qui, par son sens du compromis, jouait pour d'autres pays un rôle de précurseur.

L'Argentine, le Portugal, la Slovaquie, l'Afrique du Sud ou encore la Suisse sont bien plus avancés que nous au niveau constitutionnel.

On sent dans le texte proposé aujourd'hui le minimalisme de la vision « Kyoto Plus » du Premier ministre.

Jean Cornil souhaitait jouer le rôle de repère, de phare isolé dans la consommation exponentielle. Nous préférons l'image du GPS qui peut guider à tout moment. Si tout le monde se comportait comme les Belges, nous aurions besoin de trois planètes pour satisfaire les besoins de chacun. Notre texte reste malheureusement une « vérité qui dérange ».

Nous nous réjouissons d'avoir très probablement l'occasion d'y revenir durant la prochaine législature.

09.04 **Els Van Weert**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Nous nous réjouissons de l'initiative du Sénat d'inscrire dans la Constitution le développement durable comme objectif de politique générale. Il s'agit d'un signal clair et le concept acquiert ainsi une haute valeur morale. Il ne doit toutefois pas s'agir d'un geste purement symbolique. Il doit être suivi d'effets concrets.

En concertation avec des spécialistes du développement durable et avec des constitutionnalistes, il a été opté pour une définition courte et claire, contenant néanmoins tous les éléments de la définition Brundtland. Depuis la publication du rapport Brundtland en 1987, cette définition a bien entendu évolué. Le Sénat a choisi d'intégrer également ces nouveaux acquis internationaux dans l'exposé des motifs. Je puis donc rassurer M. Nollet : Il n'est certainement pas question de faire un pas en arrière par rapport aux principes actuels internationalement convenus en matière de développement durable.

Le développement durable n'est pas un paramètre statique. L'article constitutionnel concerné sera donc aussitôt soumis de nouveau à révision de telle sorte que de nouveaux éléments pourront y être ajoutés. J'espère que le prochain parlement poursuivra ce débat. Mais dès à présent, le fait d'avoir fixé dans la Constitution ce nouvel objectif politique général nous permettra de prendre nombre d'initiatives pour donner un contenu concret à la notion de développement durable.

Le **président** : C'était aussi la teneur du débat en commission.

Monsieur Nollet, lors de la réunion d'hier de la commission de Révision de la Constitution, on a laissé à la prochaine législature la possibilité de revoir éventuellement cette même disposition.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

La discussion de l'article unique est close.

Amendements redéposés :

Article unique

- 2 *Jean-Marc Nollet (2647/3)*
- 3 *Jean-Marc Nollet (2647/3)*

09.05 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO) : L'amendement n° 3 est un « copier/coller » de l'amendement n° 1 que M. Charles Michel avait déposé et auquel M. Wathelet a fait référence tout à l'heure.

Le **président** : C'est une technique éprouvée.

Le vote sur les amendements et le projet de révision est réservé.

Projets de loi et propositions

10 **Projet de loi relatif à la constitution d'une société commerciale immobilière par l'État (2995/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

10.01 **Annemie Roppe** (sp.a-spirit) : C'est un honneur pour moi de présenter le rapport du projet de loi relatif à la constitution d'une société commerciale immobilière par l'État. J'espère avoir un meilleur esprit de synthèse que certains rapporteurs la semaine dernière afin que le personnel de la Chambre ne doive pas y passer la nuit cette fois.

Le **président** : La faute n'en incombe pas à un seul rapporteur.

10.02 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Le 28 mars, M. Jamar a exposé les trois objectifs de ce projet de loi. Le plus important est de permettre à l'État de constituer des sociétés commerciales de droit privé et de désaffecter des biens relevant du domaine public.

Lors de la discussion générale, la plupart des questions et des objections ont été formulées par M. Devlies. Selon lui, l'opération sert uniquement à mettre le budget en équilibre. Il a par ailleurs déploré qu'il n'existe aucune liste de bâtiments concernés. Le secrétaire d'État a contredit cette affirmation et s'est référé à la liste fournie précédemment à la commission et examinée actuellement par des spécialistes.

Lors de la discussion des articles, les mêmes objections ont été formulées et la technique de vente et de reprise en location a été systématiquement dénoncée par l'opposition. L'ensemble du projet a été adopté par huit voix pour et deux voix contre.

10.03 Pieter De Crem (CD&V) : L'attaque de Mme Roppe était-elle portée contre Mme Burgeon, qui a fait très longuement rapport ? Je l'informerai de cette attaque.

Le **président** : Son rapport n'était en effet pas exagérément concis.

10.04 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Je n'ai certainement pas attaqué Mme Burgeon. Son rapport était extrêmement bref en comparaison de celui de certains autres députés.

10.05 Pieter De Crem (CD&V) : Peut-être que notre rapporteur s'est laissé inspirer par M. De Coene, que l'on n'a pas vu dans l'hémicycle de toute la nuit mais qui a ensuite formulé quelques observations acerbes dans la presse.

Le **président** : Je constate que M. De Crem regrette d'avoir raté cette séance.

10.06 Servais Verherstraeten (CD&V) : Mme Roppe devrait peut-être lire la tribune libre de M. Tant dans le journal *De Standaard*. Un rapporteur n'a pas à mettre abusivement à profit le rapport oral pour faire la leçon à des membres parce qu'ils ont pris la parole. C'est tout de même la majorité qui, après avoir lambiné pendant des années, fait discuter des dizaines de projets sur un seul jour. Il est ahurissant de l'entendre alors s'en prendre à l'opposition parce que celle-ci fait son travail. Nous savons que ce Parlement n'a rien à dire étant donné que la majorité avale toutes les couleuvres. Dans ces conditions, laissez au moins encore l'occasion à l'opposition d'exposer un point de vue.

Le **président** : Je n'ai fait aucune observation à l'adresse de M. Goutry. M. Verherstraeten n'a pas à affirmer que le Parlement n'a rien à dire puis qu'il en lui-même l'un des membres éminents.

10.07 Servais Verherstraeten (CD&V) : Ce projet concerne Fedimmo II, un superbe exemple d'improvisation. Verhofstadt I a commencé à vendre nos plus beaux bijoux et le mouvement s'est encore accéléré sous Verhofstadt II. Il n'y a plus d'argent dans les caisses et il faut donc vendre des biens pour payer les factures.

La coalition violette souhaitait initialement constituer une sicaf, au sein de laquelle elle serait un important actionnaire minoritaire. L'État disposerait de possibilités de blocage au sein de cette société où seraient apportés des biens immobiliers. Le Conseil d'État ayant empêché l'opération, on a choisi à la hâte de procéder à une vente normale, avec d'abord un apport dans une société immobilière dont 90 % ont ensuite été vendus précipitamment durant la période de Noël. Cette opération va à présent être répétée à une échelle moindre pour donner un semblant d'équilibre au budget 2007. Les charges locatives sont reportées à plus tard.

Ce projet est en fait une loi d'habilitation. Le contrôle restreint qu'exerçait le Parlement est purement et simplement supprimé. Le Parlement ne doit plus approuver une vente *a posteriori* mais doit laisser au ministre toute compétence pour la vente. Ultérieurement, le Parlement ne peut plus s'en occuper.

En attendant, on ignore pour ainsi dire tout de l'opération. Que vend-on ? Quel produit escompte-t-on de la vente ? A-t-il été procédé à des estimations ? L'ancien patron et cofondateur de la société immobilière

Cofinimmo a même déclaré dans une interview que ces opérations sont très néfastes pour les pouvoirs publics belges. Après avoir vendu les immeubles, on les reprend en effet en location. Mais à quel prix? Le montant du loyer va-t-il être arrêté *a posteriori* ou va-t-on le fixer pour permettre aux sociétés immobilières de déterminer le prix d'achat sur cette base pour attendre peut-être les 600 millions souhaités ? Il va de soi que les sociétés accepteront de payer un peu plus cher si elles perçoivent par la suite un loyer trois fois supérieur à la vraie valeur locative. (*Protestations sur les bancs du VLD*)

10.08 Paul Tant (CD&V) : J'espère que le secrétaire d'État nous rassurera sur la base de chiffres, mais j'en doute.

10.09 Servais Verherstraeten (CD&V) : J'espère également que le secrétaire d'État sera en mesure de nous faire savoir tout à l'heure que les immeubles seront vendus à des prix conformes aux estimations et que les loyers seront normaux. On nous demande une délégation de pouvoir alors que jusqu'à présent, nous sommes dans l'ignorance la plus totale en la matière.

L'ensemble de l'opération génère également une grande incertitude. Tant que nous sommes propriétaire d'un immeuble, nous savons que nos fonctionnaires pourront y rester. Comment peut-on encore garantir, en revanche, la continuité du service public si nous ne sommes que locataires ? Initialement, l'objectif consistait à constituer des sicafi au sein desquelles l'État disposerait d'une minorité de blocage. Ensuite, il a été question de systèmes de résiliation, s'inspirant de la loi sur les baux commerciaux, et imposant une résiliation un an ou un an et demi avant l'échéance du contrat. Il était également envisagé d'inclure un droit de préemption. Il ne reste rien de ces projets.

On nous demande une délégation de pouvoir sans nous préciser à quel montant s'élèveront les recettes de l'opération et les charges locatives. Nous n'avons qu'une seule certitude, à savoir que les générations futures devront payer pour les bénéfices éphémères récoltés aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

10.10 Melchior Wathelet (cdH) : Cela fait quelques années que l'opposition dénonce la gestion immobilière à court terme du patrimoine de l'État, qui va grever les finances publiques dans les prochaines années.

Depuis quelques mois, nous sommes relayés par l'Inspection des Finances et par la Cour des comptes dont le rapport publie que la « gestion immobilière de l'État était dénuée de fondement d'un point de vue financier ».

Malgré ces critiques et alors que, le 29 décembre 2006, on avait déjà vendu des bâtiments de l'État pour environ 600 millions d'euros, on recommence et, pire, on se donne les instruments pour le faire plus facilement, sans le contrôle du Parlement. L'important est de faire rentrer de l'argent, peu important les conséquences.

Pourtant, des conséquences, il y en aura. Et tout d'abord, la moyenne des contrats de location fixée à dix-sept ans. Sur base de quels critères ? A-t-on pris en considération l'obligation de maintenir les services publics, la rentabilité des contrats de location ainsi que la balance budgétaire de toutes ces opérations ? Cela me semble indispensable.

Auparavant, les bâtiments de l'État étaient inaliénables, insaisissables et imprescriptibles. Mais si tous ces bâtiments sont logés dans cette nouvelle société, ils pourront être vendus, saisis et faire l'objet de prescriptions. Or, rien n'est prévu à ce sujet.

Vous démontrez à nouveau très clairement que l'unique but que vous poursuivez est un but budgétaire à court terme.

Il est très grave que, malgré le rapport de la Cour des comptes relevant que la gestion financière de notre patrimoine immobilier est dénuée de fondement d'un point de vue financier, vous n'ayez pas pris les dispositions nécessaires pour faire en sorte que cela change.

10.11 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Qu'un projet si important pour la gestion du patrimoine public soit soumis à la hâte à la Chambre à l'approche de la dissolution des assemblées constitue en soi un acte de mauvaise administration. Mais on n'en reste pas là : alors qu'à ce jour, le Parlement exerçait un certain contrôle sur les opérations immobilières de l'État par le biais des lois domaniales, on nous demande aujourd'hui une délégation de pouvoirs, sans pour autant nous faire savoir quels bâtiments on compte retirer du domaine public à bref délai, ni à quel prix.

L'exposé des motifs du projet de loi est clair en ce qui concerne les motifs du gouvernement. Selon ses propres dires, la gestion du patrimoine immobilier est optimisée afin de garantir la politique de maintien de l'équilibre budgétaire qui a débuté il y a plusieurs années. L'opération sert donc à diriger la politique budgétaire.

Ce qu'un bon père de famille ne fait pas avec son habitation, ce gouvernement le fait. À la dernière minute, la violette crée encore un cadre légal permettant de continuer à vendre des entreprises publiques à l'avenir. Chaque budget regorge de mesures uniques. Même la Banque nationale parle systématiquement dans ses rapports annuels d'un déficit structurel sous le gouvernement violet. Ce projet bétonne la mesure unique consistant à vendre des bâtiments publics.

Il n'y a pas de vision à long terme. Les chiffres relatifs à une dizaine de ventes importantes réalisées ces dernières années indiquent que les charges sont reportées dans le futur.

La vente en 2000 de la tour des Finances, à Bruxelles, constitue une illustration exemplative de ces pratiques. L'immeuble s'est vendu 276 millions d'euros. La charge locative annuelle se montera à 25 millions d'euros pendant 32 ans, soit au total 829 millions d'euros. La différence par rapport au prix d'achat est dès lors de 552 millions d'euros. On a opéré de la même manière pour le bâtiment des finances de la *Italiëlei* à Anvers, le bâtiment du boulevard Pachéco à Bruxelles, le bâtiment de la rue des Palais à Bruxelles, le bâtiment de Sofima à Namur, le bâtiment de la *Sint-Lievenslaan* à Gand, le bâtiment de la Place Albert 1^{er} à Charleroi, les bâtiments Egmont I et Egmont II à Bruxelles, le bâtiment de la *de Vyncke Dujardinlaan* à Bruges et le bâtiment de la *Peter Benoîtlaan* à Furnes. Ce top 10 représente un montant pour la vente d'immeubles de 620 millions d'euros. La charge locative totale pour les années à venir se chiffrera à quelque 1,367 milliards d'euros, 2,2 fois plus donc que le produit de la vente. Il est donc manifestement faux que ces ventes soient bénéfiques pour le budget. Elles induisent au contraire un alourdissement.

Le Palais de justice d'Anvers, qui a coûté un peu plus de 250 millions d'euros, est quant à lui hors catégorie. Ce montant avait dépassé de quelque 175 millions le montant qui avait été budgété. Le gouvernement devait initialement prendre en location-achat pour 27 ans l'immeuble qui était la propriété du consortium Justinvest. L'État belge devait en fin de compte en devenir propriétaire. L'Europe avait cependant mis des bâtons dans les roues en automne 2005 car le coût total devait être inscrit en une seule fois au budget, de sorte que ce dernier aurait été largement déficitaire. C'est pourquoi le gouvernement a très rapidement cherché un acheteur pour le palais de justice d'Anvers. La société immobilière Cofinimmo a fait l'acquisition du terrain – que l'État avait payé 3,8 millions d'euros – pour la modique somme de 112.000 euro. Elle a également racheté les droits de propriété structurels et loue désormais l'immeuble aux pouvoirs publics pour une durée de 36 ans. Ensuite, ces pouvoirs publics ne seront plus même propriétaires. Voilà comment la coalition violette a dilapidé le patrimoine public ces dernières années.

Ce projet habilite l'État et la Société fédérale de Participations et d'Investissement à créer une société anonyme de droit privé qui sera désormais en charge de telles ventes immobilières. L'État fera probablement apport des divers biens immobiliers qui sont en sa possession. La situation est moins claire en ce qui concerne la Société fédérale de Participations et d'Investissement. L'apport consistera probablement en capital mais personne n'en connaît l'ampleur.

À quelles fins le gouvernement a-t-il besoin de cet instrument ? Il s'agit simplement de donner une suite à la première vente massive d'immeubles de l'État, une opération connue sous le nom de Fedimmo I. À l'époque, 65 bâtiments ont été vendus en toute hâte avant la fin de l'année 2006. Les recettes se sont élevées à 576 millions d'euros environ. La suite a été intitulée Fedimmo II et une liste de 52 immeubles circule dans ce cadre. L'opération devrait rapporter 200 à 250 millions selon les uns, 500 à 600 millions d'euros selon d'autres. Entre-temps, Fedimmo III et IV sont déjà en chantier pour régler la future vente de palais de justice,

de casernes et de prisons ainsi que de quelques ambassades et consulats à l'étranger.

Le Vlaams Belang ne s'oppose pas à une gestion active du patrimoine public. S'il est absolument normal de placer sur le marché des immeubles non occupés, ce n'est pas le cas, toutefois, pour ceux que l'État occupe toujours. Nous nous élevons contre le processus consistant à s'en défaire malgré tout pour combler les déficits budgétaires actuels, en ignorant ainsi l'incidence des futures charges locatives. En outre, le Parlement perdra tout contrôle en la matière après le vote et c'est pourquoi notre groupe n'approuvera pas ce projet. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*).

10.12 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : J'ai entendu trois interventions au contenu connu, puisque longuement débattu en commission. M. Verherstraeten a reconnu que le budget était en équilibre, ce qui est un pas positif du CD&V !

Sur l'opération technique, il y a effectivement création d'une société immobilière entre l'État (qui garde 10 % des actions) et la société de participation et d'investissement. Si on respecte la loi et qu'on met en concurrence des acheteurs potentiels, il est impossible de connaître à l'avance le prix de vente.

La pré-liste des immeubles a été adoptée par le Conseil des ministres du 19 janvier et publiée dans la presse. Elle est soumise à un comité d'experts pour déterminer s'il faut un préavis, une préemption, une rénovation, un entretien selon le type d'immeuble, et en faisant en sorte que le « package » des immeubles soit acceptable pour l'acquéreur, rentable et gérable pour l'État.

On a évoqué une durée de vie locative moyenne pour l'opération de 17 à 18 ans. Je ne suis pas en mesure de vous dire ce que ce comité d'experts proposera au gouvernement.

En outre, dans ce qui a été dit, il est fait abstraction du coût d'entretien de ces immeubles, de leur rénovation ou de la maintenance. Les médias font écho de plaintes de fonctionnaires sur l'état des bâtiments où ils travaillent. C'est un héritage du passé. Nous devons avoir une vision globale, moderne et évolutive des choses.

Voilà comment se déroule l'opération. Je ne comprends pourquoi on crie au fou. Il y eut une époque où l'on a vendu de l'or ! On a connu des lois de pouvoirs spéciaux générales. Aujourd'hui, il est seulement question d'une habilitation spécifique pour la vente de tel et tel bâtiment via une société immobilière.

Un critère oublié ici est la sécurité juridique. Si l'on doit gérer une offre globale de vente de bâtiments, avec des spécifications propres à chaque bien immobilier, la sécurité juridique commande que l'exécutif maîtrise les données du problème.

J'en arrive à la continuité du service public. Que l'on ne vienne pas me faire croire que, dans 15 ou 25 ans, il n'y aurait plus aucun immeuble à louer pour l'État ! La continuité du service public n'est pas remise en cause et nos institutions et nos administrations pourront toujours être hébergées.

La vérité n'est ni blanche ni noire : certains immeubles peuvent être cédés, d'autres non.

10.13 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je me félicite de ce que le secrétaire d'État reconnaisse qu'il s'agit en l'occurrence d'une loi d'habilitation non pas générale mais spéciale. Des lois d'habilitation générales ont été nécessaires pour assainir la gestion de l'État, atteindre la norme de Maastricht et créer de l'emploi. En l'espèce, il faut une loi d'habilitation spéciale pour réaliser des opérations très préjudiciables, à savoir la vente du patrimoine immobilier de l'État dont le seul but de rétablir l'équilibre comptable du budget.

Il faudra pratiquer un lobbying considérable pour convaincre Eurostat de la neutralité de l'opération Fedimmo I, notamment. Il était exclu de faire jouer la concurrence en décembre 2006, le délai de vente étant réduit à trois semaines. Le temps a manqué à des sociétés immobilières internationales pour analyser correctement le dossier, agir et éventuellement faire une offre supérieure.

La liste provisoire que nous avons vue est-elle à présent définitive ? S'agit-il bien des bâtiments à vendre ?

10.14 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : J'ai déjà répondu à cette question. Le rapport est, actuellement, finalisé par un comité d'experts indépendants qui remettra ses conclusions au gouvernement.

Il n'y a pas de volonté de vendre un immeuble plutôt qu'un autre. Nous allons travailler objectivement sur base de cette pré-liste publiée dans les journaux, et dans laquelle je suis incapable de vous dire combien d'immeubles ont été retenus. Le gouvernement en décidera lorsqu'il sera complètement informé par les experts.

10.15 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il apparaît donc clairement que la liste n'est pas encore définitive. Des estimations ont certes été établies, mais lors d'opérations de vente antérieures, la Cour des comptes a déjà critiqué le fait qu'on se soit basé sur des estimations soit dépassées, soit trop hâtives.

Si l'on ne sait même pas encore quels bâtiments seront vendus, l'on sait très bien combien cette opération doit rapporter : 200 à 250 millions d'euros.

Le secrétaire d'État prétend également que la vente permettra d'éviter des frais d'entretien. Ose-t-il répéter et confirmer ces propos dans cette enceinte ?

10.16 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Nous avons chargé des experts de nous apporter toutes les indications utiles pour que cette opération soit rentable, dans les meilleures conditions, pour l'État, le fonds de participation et la société immobilière.

Apparemment, je ne parviens pas à vous faire comprendre qu'une approche individualisée est nécessaire pour chaque immeuble, selon son état.

Nous essaierons d'avoir un contrat le plus long possible, pour assurer la continuité du service public. Nous allons demander un préavis plus important et envisager la faculté de préemption. Néanmoins, les conclusions ne nous sont pas encore arrivées et n'ont pas été avalisées par le gouvernement.

Cette constitution de société immobilière vaut jusqu'au 31 décembre 2007. Le gouvernement attribuera quand il estimera devoir attribuer.

10.17 Carl Devlies (CD&V) : La réponse du secrétaire d'État est incomplète. Le fait que les pouvoirs publics s'efforcent de gérer correctement leurs bâtiments ne pose naturellement aucun problème mais ce n'est nullement le cas aujourd'hui. La gestion pourrait effectivement être privatisée mais, en l'espèce, des bâtiments sont vendus pour être repris en location ultérieurement. Ce faisant, on reporte les charges à plus tard, comme c'est déjà le cas pour la vente de fonds de pension et de dettes fiscales.

Il est apparu en commission du Budget, hier, que les prévisions sont mauvaises, ainsi que l'indique le rapport du Conseil supérieur des Finances. Compte tenu de toutes les charges qui sont reportées, le gouvernement hypothèque les budgets futurs.

Le secrétaire d'État a mentionné la vente du Collège du Luxembourg et de l'institut Carnoy de Louvain, dont la KUL a fait don à l'État belge. Les besoins de l'État belge doivent être particulièrement importants si des biens offerts doivent être vendus.

10.18 Melchior Wathelet (cdH) : Concernant la Régie des bâtiments, vous dites qu'on externalisera de plus en plus les services, mais en même temps on augmente le nombre de directeurs.

Le droit de préemption est extrêmement important si, à un moment donné, ces bâtiments qui étaient inaliénables le deviennent par le biais de cette société, dans laquelle l'État ne possède que 10 % des parts. Lorsque vous dites qu'il serait « possible d'envisager la faculté éventuelle d'insérer un droit de préemption », on ne peut pas parler de certitude élevée !

Pourquoi le secrétaire d'État craint-il de présenter la liste des ventes devant le Parlement, « au risque de la sécurité juridique » ? On se prive ainsi d'un contrôle opportun et intéressant.

10.19 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le secrétaire d'État peut-il confirmer que les autorités ne devront plus supporter de frais d'entretien après la vente de bâtiments ?

10.20 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : En ce qui concerne le gros entretien, je vous le confirme.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2995/1)

Le projet de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

11 Projet de loi concernant certains services bancaires (2988/1-4)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

11.01 Magda De Meyer, rapporteur : Ce projet a été examiné en commission les 21 et 28 mars 2007. La ministre a souligné que la possibilité de changer de banque est de nature à stimuler la concurrence interbancaire et qu'il s'agit de réduire les formalités administratives ainsi que le montant des frais de clôture. Les banques avaient déjà fait un premier pas en réduisant les formalités administratives dans le cadre d'un gentlemen's agreement. Ce projet entraîne également la disparition des frais de clôture.

Lors de la discussion générale, Mme Ghenne a fait référence à une proposition de loi examinée au Sénat relative à la clôture gratuite d'un compte à vue. Elle se rallie à ce projet parce que son champ d'application est plus large.

Mme Creyf s'est demandée pourquoi ce projet va plus loin que le projet de directive européenne qui stipulait que des frais dits raisonnables peuvent être portés en compte et qu'au moment de la clôture d'un compte d'épargne, un préavis d'un mois est possible. Pour ma part, j'ai fait observer que le projet s'inscrit dans le prolongement du 'gentlemen's agreement' et que nous confirmons ainsi notre bonne réputation en matière de protection des consommateurs.

La ministre a répondu que chaque État membre est libre d'aller plus loin que la directive et qu'aux fins de la mobilité entre les banques, il faut que la clôture d'un compte soit entièrement gratuite. Les consommateurs qui veulent clôturer un compte rapidement, ont sans doute de bonnes raisons de le faire et un client qui a payé anticipativement doit récupérer le trop-perçu lors de la clôture.

Le projet a été adopté par huit voix pour et trois abstentions.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2988/4)

Le projet de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

12 **Projet de loi instaurant une réduction d'impôt pour maisons passives (3024/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (3024/1)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

13 **Projet de loi modifiant la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux (3060/1-4)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Mme Marghem s'en réfère à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

(Rgt 85, 4) (3060/4)

Le projet de loi compte 10 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 10 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

14 **Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, ainsi que la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement (3047/1-2)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

M. Chabot s'en réfère à son rapport écrit.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3047/1)

Le projet de loi compte 75 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 75 sont adoptés article par article avec annexes.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 **Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Saint-Marin le 21 décembre 2005 (3021/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

15.01 **Carl Devlies** (CD&V) : Notre groupe s'étonne que la majorité ait adopté ce projet de loi en commission des Relations extérieures sans émettre la moindre critique. Ce projet est en effet entièrement contraire au contenu de la résolution relative aux paradis fiscaux de MM. Van der Maelen et T'sijen et de Mmes Lalieux et Dieu adoptée ici le 1^{er} février 2007. Dans les développements, il est mentionné que l'OCDE considère 38 pays comme des paradis fiscaux, parmi lesquels 33 collaborant. Saint-Marin figure sur cette liste de paradis fiscaux dressée par l'OCDE.

La résolution invite le gouvernement à mieux protéger la base imposable belge en évitant de conclure des conventions préventives de la double imposition avec des paradis fiscaux et en concluant plutôt des

conventions portant sur l'échange d'informations. Néanmoins, le présent projet de loi vise à ratifier la convention entre la Belgique et Saint-Marin tendant à éviter la double imposition. Cette convention me paraît dès lors problématique à la lumière de la résolution adoptée en février.

Au cours de l'examen de la résolution, M. Cortois a développé un point de vue divergent, déclarant qu'à ses yeux, seuls des pays comme Andorre, le Liberia, le Liechtenstein, les îles Marshall et Monaco sont des paradis fiscaux. Il pourra donc voter ce projet aujourd'hui sans arrière-pensée. Ce sera moins facile pour d'autres commissaires.

Les auteurs de la résolution sont d'avis que des traités préventifs de la double imposition ne peuvent être conclus qu'avec des pays qui connaissent une pression fiscale raisonnable. Le MR aussi est réticent. Il est clairement dit page 64 de la convention que le secrétaire d'État Jamar considère que 38 pays figurant sur la liste de l'OCDE pratiquent une fiscalité favorable. Le secrétaire d'État estime donc également qu'il n'y a pas lieu de conclure avec ceux-ci des conventions préventives de la double imposition.

M. Van der Maelen s'est félicité lors du vote sur la résolution de ce qu'une majorité ait été réunie à la Chambre en faveur de l'amorce d'une politique. Il a dit espérer encore pouvoir effectuer certaines démarches avant les élections. Nous nous demandons quelles démarches sont visées! La semaine prochaine sera en effet la dernière semaine de réunion de la législature.

Nous avons déjà souligné lors de l'examen de la résolution le caractère informel des discussions. C'est la raison pour laquelle nous nous étions abstenus. Les auteurs ont toutefois la possibilité aujourd'hui d'administrer la preuve que leur résolution n'est pas informelle. Nous suivrons avec attention le vote de la majorité et plus particulièrement celui de sp.a-spirit et du PS.

Le CD&V s'abstiendra. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

Le **président** : C'est souvent dans la dernière ligne droite qu'on roule le plus vite.

15.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en français*) : J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt M. Devlies. Je ne sais pas s'il a lu ce projet ou son titre : il s'agit d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude fiscale.

Ce qui est embêtant, avec le CD&V, c'est qu'aujourd'hui, ils distribuent des bulletins au ministre et à M. Van der Maelen sur la base de ce qu'ils auraient dit en commission, alors que, lorsque nous avons eu trois ou quatre séances de débat en commission Mondialisation, ils n'étaient pas présents.

Je vais donc lui dire ce qui s'est dit en commission : nous sommes convenus d'avoir une résolution équilibrée et de dire que, même s'il existe des pays qui sont des paradis fiscaux, ce que nous condamnons, nous voulons avoir une attitude différenciée à l'égard de ceux de ces pays qui acceptent, en contrepartie, de coopérer à la lutte contre la fraude.

15.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Le secrétaire d'État a mal saisi mon propos. Je ne conteste pas la résolution mais je souligne le caractère informel des discussions menées en commission. Nous nous sommes demandé si la résolution serait respectée dans la pratique. La convention préventive de la double imposition conclue avec Saint-Marin, notamment, ne cadre pas avec le contenu de la résolution. Je suis curieux de prendre connaissance du vote des auteurs de la résolution.

15.04 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : Ceux qui n'ont pas pris part aux travaux de la commission peuvent, certes, difficilement comprendre les intentions des auteurs de la résolution. Saint-Marin est l'un des pays avec lesquels une convention préventive de la double imposition peut être conclue, à tout le moins si ce pays collabore à la lutte contre la fraude fiscale. C'est d'ailleurs ce qui ressort d'emblée de l'intitulé de la convention. Je veillerai personnellement au respect de la résolution.

15.05 **Carl Devlies** (CD&V) : J'ai peine à imaginer que les discussions de fin 2006 et début 2007 aient influé sur une convention de 2005 ! En tout état de cause, il ressort des textes des débats qu'aucune convention préventive de la double imposition ne serait conclue avec les pays concernés. Il était en revanche question

de conventions en matière d'échange d'informations.

15.06 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : De nombreuses négociations sont en cours et des conventions ont déjà été conclues. Je n'ai pas l'intention d'approuver une seule convention qui soit contraire à la résolution. La convention qui nous est soumise répond aux conditions et je vais donc l'approuver.

L'accord avec les États-Unis, dont nous discuterons tout à l'heure, est particulièrement novateur. Pour la première fois, la Belgique ne peut pas invoquer le secret bancaire pour ne pas communiquer des informations réclamées par l'autre partie. Il y a donc progrès.

15.07 Carl Devlies (CD&V) : Nous avons l'intention d'adopter la convention avec les États-Unis, comme nous l'avons déjà annoncé en commission. La convention avec Saint-Marin ne répond toutefois pas aux conditions de la résolution.

Le **président** : Cela commence à rassembler à un dialogue de sourds. La Chambre est suffisamment informée et prendra tout à l'heure sa décision.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3021/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

16 **Projet de loi portant assentiment à la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, faite à Luxembourg le 14 avril 2005 (3048/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3048/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

17 **Projet de loi portant assentiment à la Convention n° 161 sur les services de santé au travail, adoptée à Genève le 26 juin 1985 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail (3049/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (3049/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

18 **Projet de loi portant assentiment à la Convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, adoptée à Genève le 22 juin 1981 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail (3050/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (3050/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 **Projet de loi portant assentiment à la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, faite à Varsovie le 16 mai 2005 (3051/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3051/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 **Projet de loi portant assentiment à la Résolution 997, adoptée par le Conseil de l'OIM dans sa 421e séance du 24 novembre 1998, apportant des amendements à la Constitution de l'Organisation internationale pour la migration (OIM) (3052/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3052/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 **Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 27 novembre 2006, et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions de ladite Convention (3054/1-2)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

21.01 Miguel Chevalier, rapporteur : Je renvoie au rapport écrit qui contient un résumé circonstancié de l'exposé que M. Devlies a fait en commission. Le rapport contient également les réponses données par le ministre aux nombreuses questions techniques posées par M. Devlies. Nonobstant le caractère fort technique de la proposition, elle a été adoptée à l'unanimité par la commission des Relations extérieures. M. Devlies a proposé que les différentes commissions coopèrent dorénavant lorsqu'il s'agit d'accords bilatéraux de coopération ou de traités fiscaux. Vu le caractère technique de ce genre de dossiers, cela me semble en effet souhaitable.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (3054/1)

Le projet de loi compte 8 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 8 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 18 heures. Prochaine séance ce jeudi 19 avril 2007 à 18 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.18 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: mevrouw Laurette Onkelinx

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Koen Bultinck, Claude Marinower

Gezondheidsredenen: Alisson De Clercq, Greta D'hondt

Met zending buitenslands: Monica De Coninck

Raad van Europa: Stef Goris, Jean-Pol Henry

Federale regering

Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën: ambtsplicht

André Flahaut, minister van Landsverdediging: met zending buitenslands (Libanon)

Vragen

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. P1893)

- de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. P1894)

01.01 Tony Van Parys (CD&V): Het Hof van Cassatie heeft in een arrest de vonnissen van de

strafuitvoeringsrechtbanken vernietigd, omdat zij niet in de openbaarheid worden uitgesproken, zoals artikel 149 van de Grondwet dat vraagt. De strafuitvoeringsrechtbanken zetelen voornamelijk in de gevangenissen zelf en het is natuurlijk niet mogelijk om de deuren van een gevangenis open te laten. Zelfs als de deuren gesloten zijn, ontsnapt er af en toe wel iemand. (*Glimlachjes*)

Een oplossing zou kunnen zijn om de zitting van de strafuitvoeringsrechtbank te houden in de gevangenis, maar de vonnissen uit te spreken in de rechtbank. In dat geval moeten de gedetineerden wel worden overgebracht van de gevangenis naar de rechtbank om bij de uitspraak aanwezig te zijn. Daar moeten dan echter wel de nodige middelen voor uitgetrokken worden. Hoe zal de minister dit arrest van het Hof van Cassatie in praktijk toepassen?

01.02 Melchior Wathelet (cdH): Het Hof van Cassatie heeft er meermaals op gewezen dat, aangezien de strafuitvoeringsrechtbanken een vonnis uitspreken en geen beslissing nemen, zoals het geval was voor de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling, de uitspraak openbaar moet gebeuren. De openbaarheid van de beslissingen van justitie is een belangrijk rechtsbeginsel en de cassatieberoepen stromen toe. Welke maatregelen zal u nemen om de openbaarheid van de vonnissen van de strafuitvoeringsrechtbanken voortaan te verzekeren?

01.03 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Het Hof van Cassatie heeft inderdaad geoordeeld dat de beslissingen van de strafuitvoeringsrechtbanken in openbare terechtzitting dienen te worden uitgesproken. Dat is echter niet altijd het geval geweest.

Sinds 1 februari hebben de strafuitvoeringsrechtbanken ongeveer vijfhonderd beslissingen genomen. Daartegen werd een vijftiental keer beroep aangetekend. In zes gevallen gaf dat aanleiding tot een besluit waarin op de noodzakelijkheid van openbare terechtzittingen werd gewezen. Voor de overige beslissingen die werden genomen is er geen enkel probleem vermits een cassatieberoep binnen de 24 uur dient te worden ingediend.

We zullen de nodige maatregelen nemen opdat gedetineerden de uitspraak van hun vonnis in openbare terechtzitting zouden kunnen bijwonen.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om de Kamer op twee punten in te lichten over de moeilijkheden waarvan recentelijk sprake met betrekking tot de strafuitvoeringsrechtbanken: de computerproblemen bij het coderen van de vroegere documenten van de commissies zijn opgelost, en ook de kwestie van de gerechtsbrieven is intussen geregeld.

01.04 Tony Van Parys (CD&V): De vragen die wij voortdurend aan de minister stellen, blijken effect te hebben. Veertien dagen geleden werden de oproepingsbrieven nog met de hand geschreven en nu wordt er ineens gewerkt met een geïnformatiseerd systeem. (*Glimlachjes*)

Ook in dit geval zegt de minister dat alles in orde zal komen, want de vonnissen zullen voortaan in de rechtbank worden uitgesproken. Dan moeten de gedetineerden wel overgebracht worden naar de rechtbank. Met welke middelen zal dit gebeuren? Het transport van gevangenen naar de rechtbank kan niet uitgevoerd worden door de lokale politie, maar moet gebeuren door het veiligheidskorps, maar dat is geconcentreerd in Brussel.

Dit arrest was toch op voorhand te voorspellen, want artikel 149 van de Grondwet is niet nieuw. Tijdens de voorbereidende vergaderingen over de strafuitvoeringsrechtbanken op het kabinet van de minister kwam dit probleem wel ter sprake, maar omdat de wet er snel moest komen werd het probleem van tafel geveegd, waardoor men nu de scherven moet lijmen.

Het is goed dat het einde van de regeerperiode in zicht is, want anders zouden we dag en nacht vragen moeten stellen aan de minister van Justitie. Misschien moeten we de regeerperiode wel verlengen. (*Glimlachjes*)

01.05 Melchior Wathelet (cdH): Jammer dat dit hiaat niet werd ontdekt bij de indiening van de tekst. Aangezien nu een wijziging van het stelsel nodig is, dring ik erop aan dat er genoeg middelen voor worden uitgetrokken, opdat de aanpassingen niet ten koste gaan van andere transfers of zittingen, of van het werk

van de strafuitvoeringsrechtbanken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Richard Fournaux aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het vertrek van een jongere uit een instelling voor bijzondere jeugdzorg" (nr. P1895)

02.01 Richard Fournaux (MR): Ik weet dat de vice-eersteminister niet bevoegd is voor de aangelegenheden die ik zal aanhalen, maar ik wilde de aandacht van de Kamer op een kafkaïaanse situatie vestigen.

Deze week is een jongere die een schooldirecteur van Dinant had aangevallen erin geslaagd om zich te onttrekken aan het toezicht van de personeelsleden van de Franse Gemeenschap die hem moesten bewaken.

De bevolking begrijpt het niet meer! Het lerarenkorps, de directie en de leerlingen van de school hebben voor het gerechtsgebouw van Dinant betoogd, wat een duidelijk bewijs is dat men niet goed weet wie er ter zake bevoegd is. Niet alleen het feit dat de dader "op uitstap" kon gaan, maar ook dat hij sinds zijn gewelddaden van enkele weken geleden reeds enkele malen de instelling mocht verlaten of verloven heeft gekregen heeft voor heel wat beroering gezorgd.

Ik werd aangesproken door tal van mensen die vol afkeer vaststellen dat er een diepe kloof gaapt tussen de verklaringen die de bevolking op het stuk van de veiligheid moeten geruststellen en het maatschappelijk begeleidingsbeleid voor de minderjarigen die een misdrijf hebben gepleegd!

U is inderdaad ter zake niet rechtstreeks bevoegd. Maar is het niet hoog tijd dat dit debat gevoerd wordt? Hoe kan men een opvangbeleid voor die ontredderde minderjarigen voeren zonder de veiligheid van de burgers in gevaar te brengen? Vorige zondag was het bij het gerecht en de politie alle hens aan dek om het slachtoffer te beschermen. Dat is de omgekeerde wereld! En dat kunnen we niet aanvaarden!

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik begrijp dat hieromtrent beroering ontstaat. Die aangelegenheid laat ook mij niet onbewogen. Dit dossier behoort echter niet tot mijn en zelfs niet tot de federale bevoegdheden.

Ik heb al vaak gepleit voor een herfederalisering van het jeugddelinquentiebeleid. Er bestaan gespecialiseerde en beveiligde instellingen voor volwassenen met psychiatrische problemen, waaraan de Gemeenschappen een voorbeeld zouden kunnen nemen. Ik kan me echter nergens toe verbinden namens andere bevoegdheidsniveaus.

02.03 Richard Fournaux (MR): Het gaat inderdaad om verschillende instellingen, maar de ideologische stromingen hebben ook hier hun weg gevonden. Ik kan u verzekeren dat de bevolking genoeg heeft van het intellectuele terrorisme op grond waarvan niet over de veiligheid of de beveiliging van bepaalde plaatsen mag worden gesproken, meer bepaald van de instellingen voor jongeren die zware feiten hebben gepleegd.

Wanneer mensen de instelling mogen verlaten om een voetbalmatch bij te wonen of ze 's namiddags een bezoekje mogen brengen aan Brussel, terwijl die individuen verantwoordelijk zijn voor uitzonderlijk zwaarwichtige feiten, rijzen terecht vragen bij het evenwicht tussen de veiligheid van de bevolking en de bescherming van de minderjarigen. De balans slaat door in de verkeerde richting en de burgers pikken dat niet langer.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Daniel Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de deelname aan de verkiezingen van de Belgen in het buitenland" (nr. P1897)

03.01 Daniel Ducarme (MR): Onze landgenoten in het buitenland hebben volgens het boekje een gemeente van inschrijving in België gekozen om te kunnen deelnemen aan de parlementsverkiezingen van 10 juni, maar in Sint-Genesius-Rode werden de in het Frans ingediende aanvragen door een Vlaamse schepen

onontvankelijk verklaard. Het college kon de lijst derhalve niet gebruiken, en uiteindelijk heeft de gemeenteraad de lijst, waarop meer dan 300 Belgen staan, bekrachtigd. De schepen in kwestie en nog een aantal Vlaamse actoren oordeelden evenwel dat de gouverneur de beslissing van de raad op grond van een klacht alsnog kon vernietigen.

Na de Sint-Michielsakkoorden had het Arbitragehof evenwel gesteld dat het gebruik der talen in bestuurszaken weliswaar tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort, maar dat de federale overheid bevoegd is voor de organisatie van de verkiezingen. In de omzendbrieven van uw departement en die van Buitenlandse Zaken staat trouwens ook dat de Belgen in het buitenland zich kunnen inschrijven door middel van een in het Frans opgesteld formulier.

In 2003 gaf minister van Binnenlandse Zaken Duquesne aan dat de formulieren voor de aanvraag tot inschrijving als kiezer in de gemeenten met een bijzondere taalregeling in het Frans of het Nederlands mochten worden ingevuld, afhankelijk van de taal van de betrokkene. Die beslissing werd aangevochten en het hof van beroep is toen het standpunt van uw voorganger bijgetreden. Op grond van die elementen meen ik dat er geen probleem kan zijn voor de inwoners van Sint-Genesius-Rode.

03.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): De gemeenteraad van Sint-Genesius-Rode heeft beslist 370 in het buitenland verblijvende Belgen in te schrijven, die die gemeente van aansluiting hebben gekozen om hun stemrecht uit te oefenen naar aanleiding van de wetgevende verkiezingen van 10 juni eerstkomend. Ze zijn dus ingeschreven op de kiezerslijst van de gemeente. Elk beroep in dat verband zal desgevallend door het bevoegde hof van beroep worden behandeld, overeenkomstig het Kieswetboek.

03.03 **Daniel Ducarme** (MR): Dit betekent dus dat die 370 Belgen wel degelijk ingeschreven zijn en dat de procedure om hen van hun inschrijving op de hoogte te brengen en om hun de verscheidene stemformulieren toe te sturen, een normaal verloop zal kennen. Hiermee is het incident wellicht gesloten en wordt het voornemen van die vrouwelijke schepen om onze landgenoten te muilkorven, tenietgedaan.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Joëlle Milquet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de organisatie van de verkiezingen in het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde" (nr. P1896)**

04.01 **Joëlle Milquet** (cdH): De Vlaamse gewestminister Keulen is niet van plan om tuchtmaatregelen te nemen tegen de 24 burgemeesters die beslist hebben om geen kieslijsten op te stellen.

Is het antwoord dat u me op 22 maart jongstleden heeft gegeven, nog steeds geldig? Welke stappen heeft u ondernomen om u ervan te vergewissen dat de verkiezingen in de rand rimpelloos zullen verlopen? Heeft de gouverneur al maatregelen getroffen? Wat denkt u van de verklaring van de Vlaamse minister?

04.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): We moeten een onderscheid maken tussen het tuchtrechtelijk aspect dat uitsluitend tot de bevoegdheid van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden behoort, en de organisatie van de verkiezingen van 10 juni waarvoor de gouverneur van Vlaams-Brabant, in zijn hoedanigheid van regeringscommissaris, net zoals in 2004 het nodige zal doen. Ik neem regelmatig contact met hem op om te checken of de onderscheiden administratieve maatregelen uit het Kieswetboek correct en tijdig worden uitgevoerd.

04.03 **Joëlle Milquet** (cdH): Het is niet altijd eenvoudig om de schizofrene houding van sommige leden uit de eigen politieke familie goed te praten.

De wet moet worden toegepast. Het verbaast me dat er nog steeds niet beslist is om die burgemeesters te bestraffen.

04.04 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik zal me niet uitspreken over de verklaringen van ministers van andere regeringen!

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Greet Van Gool aan de minister van Werk over "de ontslagen bij Opel" (nr. P1898)
- mevrouw Zoé Genot aan de eerste minister over "de ontslagen bij Opel" (nr. P1899)
- de heer Ludo Van Campenhout aan de minister van Werk over "de ontslagen bij Opel" (nr. P1900)
- mevrouw Danielle Van Lombeek-Jacobs aan de minister van Werk over "de ontslagen bij Opel" (nr. P1901)
- mevrouw Nahima Lanjri aan de minister van Werk over "de ontslagen bij Opel" (nr. P1902)

05.01 **Greet van Gool** (sp.a-spirit): Verleden dinsdag kregen we het slechte nieuws te horen dat bij General Motors (GM) in Antwerpen 1.400 mensen hun baan zullen verliezen omdat vanaf 2010 de nieuwe Opel Astra er niet gebouwd mag worden. En daar zullen de banen die sneuvelen bij toeleveranciers, nog bijgeteld moeten worden. Het goede nieuws is dat GM-Antwerpen niet sluit en dat er vanaf 2010 een ander model van de GM-groep zou worden gebouwd.

Staat het definitief vast dat er in Antwerpen vanaf 2010 een nieuw model zal kunnen worden gebouwd en garandeert dat op voldoende wijze de stabiliteit van het bedrijf?

Wat als later het personeel met de minder goede contracten aan de beurt zal komen? De vrees bestaat immers dat er bij de 1.400 die moeten afvloeien, vooral vaste werknemers zullen zitten en dat de mensen die met slechtere contracten tewerkgesteld zijn, later aan de beurt zullen komen en dat zij op minder goede afvloeiingsvoorwaarden zullen kunnen rekenen.

De minister van Werk kan de beslissing natuurlijk niet terugdraaien, wel de afvloeiingen zo goed mogelijk begeleiden.

Zijn er al concrete toekomstperspectieven bij Opel-Antwerpen? Zo niet, dan moet de minister de zaak in overleg met zijn Vlaamse collega nauwkeurig opvolgen. Welke maatregelen zal de minister nemen om afvloeiingen zo goed mogelijk te laten verlopen, zowel bij GM zelf als bij de toeleveranciers?

05.02 **Zoé Genot** (ECOLO): Het valt te betreuren dat de heer Verhofstadt het niet nuttig heeft geacht naar het parlement te komen. Niet alleen de werknemers en de toeleveringsbedrijven maar ook de overheid hadden in moeilijke omstandigheden enorme inspanningen geleverd. Vanmorgen hoorde ik dat het VBO zich verheugt over de zes miljard lastenverlagingen die de voorbije jaren ten gunste van de bedrijven – vooral in de automobielsector – werden gerealiseerd, en over de grotere flexibiliteit van de werkuren.

In dit geval beslist een multinational te vertrekken omdat we een te klein land met een te enge markt zijn, ook al zijn we niet duurder dan de anderen. Moest het geld op die manier geïnvesteerd worden? Moet dat in de toekomst op dezelfde manier gebeuren?

Wat zal er van de werknemers worden?

Hebt u voor VW Vorst een aanvraag ingediend bij het Europees fonds voor aanpassing aan de globalisering, dat kan worden gecontacteerd indien meer dan duizend personen worden ontslagen? Zal u dat ook doen voor Opel?

05.03 **Ludo Van Campenhout** (VLD): Het bericht over General Motors verleden dinsdag was een mokerslag voor de Antwerpse economie. De beslissing van het Opel-hoofdkwartier is des te pijnlijker omdat de vestiging in Antwerpen een heel efficiënt werkende modelfabriek is. Directie en werknemers hebben de laatste jaren enorme inspanningen gedaan om van de fabriek de meest performante en competitieve van alle Opel-vestigingen te maken. Een en ander doet vermoeden dat de beslissing niet louter op economische gronden werd genomen.

De overheid moet ernaar streven dat er zo weinig mogelijk afvloeiingen komen, maar we moeten ook vooruit kijken. Opel Antwerpen moet ook na 2010 kunnen openblijven. De overheid heeft de laatste jaren heel veel inspanningen voor de automobielsector gedaan en dat kan nu ook nog, alleen moeten er voldoende garanties worden ingebouwd.

Wat zal er gebeuren om Opel Antwerpen open te houden en om de productie van nieuwe modellen naar Antwerpen te kunnen halen?

Wat zal de minister doen om de afvloeiingen zo goed mogelijk te begeleiden?

05.04 Danielle Van Lombeek-Jacobs (PS): De schrapping van 1.400 banen bij Opel Antwerpen en de gevolgen ervan voor een zestigtal toeleveringsbedrijven geeft ons het gevoel van een déjà vu: Renault, Ford Genk, VW Vorst. De programmawet die vóór de kerst werd aangenomen, maakt het mogelijk de arbeidstijd aan de productiviteit aan te passen en zodoende het concurrentievermogen van de Belgische bedrijven te verbeteren.

Het probleem is niet economisch van aard. Telkens de cyclus van een model ten einde loopt, stelt de fabriek nieuwe eisen inzake flexibiliteit en competitiviteit voor de productie van een nieuw model.

Kan General Motors niet op zijn beslissing terugkomen? Welke concrete beloftes heeft dat bedrijf gedaan om in de toekomst een minimale productiviteit te waarborgen?

05.05 Nahima Lanjri (CD&V): Iedereen was met stomheid geslagen toen verleden dinsdag bleek dat GM de productie van de nieuwe Opel Astra niet aan de Antwerpse vestiging - als enige van de Europese fabrieken - wou toekennen. Hierdoor zullen 1.400 werknemers en hun gezinnen worden getroffen, maar ook in de toeleveringsbedrijven zullen er banen sneuvelen. Dit is een nieuwe catastrofe, die alleen een beetje wordt verzacht omdat Opel aankondigde dat er vanaf 2010 hoogstwaarschijnlijk een nieuw model van het merk Chevrolet zal worden gebouwd.

Wanneer is de regering op de hoogte gebracht van de beslissing van GM? Wat heeft de regering gedaan om dit scenario te vermijden? Is het een betrouwbaar gegeven dat er vanaf 2010 een nieuw model zal worden gebouwd? Is er overleg geweest tussen de federale overheid en de directie en de sociale partners en tussen de federale en de Vlaamse overheid? Is er overleg geweest met Antwerpen en met het havenbedrijf dat in de komende jaren 3.500 vacatures zal hebben? Immers, mits omscholing kunnen Opelwerknemers misschien daar terecht. Welke maatregelen zal de minister nemen om de Opelarbeiders om te scholen? Komt er een tewerkstellingscel? Plant de minister bijkomende maatregelen zoals een werklastverlaging voor bedrijven die een voormalige Opelwerknemer in dienst nemen?

05.06 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): Dinsdag heeft de directie van General Motors ons twee beslissingen meegedeeld. In de tweede helft van dit jaar verdwijnen er bij Opel Antwerpen 1200 tot 1400 banen. Er zullen ongetwijfeld ook banen sneuvelen bij de toeleveranciers. Bovendien komt het nieuwe model van de Astra in 2010 niet naar Antwerpen, zodat de toekomst van de fabriek onduidelijk is.

Er werd meteen gezegd dat de fabriek in 2010 niet zou dichtgaan, maar we zouden natuurlijk heel wat geruster zijn als er een specifiek nieuw model aan Antwerpen toegewezen was.

Samen met de Vlaamse regering zijn wij dinsdagnamiddag met de bedrijfsleiding rond de tafel gaan zitten. Daarna hebben we ook de vakbonden gesproken en hebben we contact gelegd met de heer Forster, de baas van GM Europa. Binnen twee à drie weken zullen we met de Europese leiding het scenario bekijken voor na 2010. Er is sprake van dat het nieuwe model Chevrolet naar Antwerpen zou komen, maar daarover is nog geen beslissing genomen.

Bij onze contacten met de heer Forster zullen wij volop de troeven van ons land uitspelen. Daartoe behoren in de eerste plaats de werknemers zelf, die bewezen hebben dat ze een hoge productiviteit en een verregaande flexibiliteit aankunnen. Ook de Vlaamse regering heeft heel wat inspanningen gedaan. Volgens Vlaams minister Moerman heeft de Vlaamse regering al ongeveer 25 miljoen euro steun gegeven aan de fabriek. Ten slotte heeft ook de federale regering haar duit in het zakje gedaan met lastenverlagingen op ploegenarbeid en overuren. Het systeem van de technische werkloosheid maakt ons land extra aantrekkelijk. Daarbij komt nog het onlangs ingevoerde plusminusconto.

Met al deze troeven is er zeker nog een toekomst voor de auto-industrie in België. VW en Ford hebben

aangetoond dat de Europese directies ons land nog niet afgeschreven hebben. We stellen alles in het werk om de toekomst van de fabriek na 2010 waarborgen.

Met de aankondiging op de ondernemingsraad van dinsdag is de procedure-Renault van start gegaan. De vakbonden hebben nu tijd om informatie in te winnen en alternatieve voorstellen te doen. Pas daarna beginnen de echte onderhandelingen.

Voor mij is het essentieel dat GM op korte termijn duidelijkheid brengt over de toekomstperspectieven van de fabriek. De vakbonden zullen immers niet rond de tafel willen gaan zitten zolang daar geen duidelijkheid over bestaat. Zodra de onderhandelingen begonnen zijn, moeten we focussen op sociale maatregelen om de werknemers opnieuw aan een baan te helpen. Er komt zeker een tewerkstellingscel, tenminste voor zover er een vraag komt voor brugpensioenen. Hoe snel we kunnen beginnen met de begeleiding van het afgedankte personeel, hangt natuurlijk af van de onderhandelingen tussen de bonden en de directie. We verwachten veel van het overleg met de Europese leiding.

(Frans) Tot nu toe heeft geen enkel land al een dossier ingediend voor een tegemoetkoming van het pas opgerichte Europese aanpassingsfonds inzake globalisatie. De Commissie heeft ons laten weten dat er pas sprake kan zijn van een tegemoetkoming als het verband met de wereldhandel wordt aangetoond en er binnen een periode van vier maanden ten minste 1.000 personen worden ontslagen. De middelen van dat globalisatiefonds moeten worden aangewend voor het flankeren van de begeleidingsmaatregelen voor de mensen die hun job verliezen. De betrokken Gewesten moeten desgevallend een dossier indienen bij het fonds.

De crisiscel voor Volkswagen heeft de federale overheid gevraagd een economisch dossier voor te bereiden om het verband aan te tonen tussen de ontslagen tengevolge van de herstructurering bij Volkswagen en de globalisering, maar de beslissing om een aanvraag in te dienen is voornamelijk niet gevallen.

(Nederlands): We zijn natuurlijk blij met elke mogelijkheid om de mensen terug aan het werk te helpen. Een tewerkstellingscel kan pas worden opgericht nadat de onderhandelingen over een sociaal plan rond zijn. Dit belet ons niet om op een meer informele manier te proberen de mensen die zeker moeten afvloeien, te begeleiden.

05.07 Greet van Gool (sp.a-spirit): Het is inderdaad erg jammer dat er nog geen duidelijkheid is over het toekomstperspectief na 2010. Het ziet ernaar uit dat de fabriek een soort restfabriek zal worden. Dat is op zich misschien nog niet zo slecht voor het personeel, dat al bewezen heeft zeer flexibel te zijn.

De regering moet ervoor zorgen dat we de troeven die we nu hebben, ook in de toekomst behouden. De regering wordt binnenkort een regering van lopende zaken, maar dit mag haar niet beletten om verder werk te maken van dit dossier, in samenwerking met de bonden, de directie en de stad Antwerpen.

05.08 Zoé Genot (ECOLO): Net als het personeel van VW hadden de werknemers van Opel heel wat inspanningen geleverd. Het Vlaams Gewest en de federale overheid hadden middelen vrijgemaakt om de auto-industrie te ondersteunen. De federale regering maakt er zich van af met de verklaring dat ze de begeleiding van de ontslagen werknemers zal financieren, maar op vijf maanden tijd heeft ze zelfs nog geen aanvraag ingediend bij het Europees fonds. Ik vind dat schandalig.

05.09 Ludo Van Campenhout (VLD): Er zijn in het verleden al veel inspanningen gedaan en ik reken erop dat de regering ook in de toekomst nog veel inspanningen zal doen. Er is veel vraag naar arbeidskrachten in de haven. De regering kan op de medewerking van de diensten van de stad rekenen om de mensen naar een nieuwe baan te begeleiden. Het moet immers onze eerste prioriteit zijn om de mensen terug aan het werk te helpen of hen eventueel op een zo aangenaam mogelijke manier te laten afvloeien. Ook in het komende regeerakkoord moet er wat ons betreft een pak maatregelen staan om de toekomst van de auto-industrie in ons land te verzekeren.

05.10 Danielle Van Lombeek-Jacobs (PS): In die wedren naar steeds hogere productiviteit en flexibiliteit moeten onze werknemers telkens weer toegevingen doen. De overheid volgt over het algemeen die trend om minstens even goed te presteren als onze buurlanden. Ik vraag me af hoever men daarin kan gaan.

05.11 Nahima Lanjri (CD&V): Ik stel vast dat de regering zeer laat op de hoogte gebracht is, wat minstens op een communicatieprobleem wijst. Het is heel jammer dat dit zo laat is gebeurd. Ondanks het regeerakkoord en het gevoerde beleid kunnen ontslagen niet worden vermeden. Men moet bij onderhandelingen duidelijk maken dat men al het mogelijke wil doen om de resterende jobs hier te houden en zelfs naar een uitbreiding wil gaan, bijvoorbeeld indien toch een nieuw model aan Antwerpen zou worden toegewezen. Men zou evenwel minstens keiharde garanties moeten vragen aan de GM-top over jobzekerheid. Rechten impliceren plichten, tegenover wat men aanbiedt, moet jobzekerheid staan. Hopelijk zal het uiteindelijk gaan om minder dan 1400 ontslagen. Elkeen die ontslagen wordt, moet maximaal begeleid worden naar een job. Alle havenbedrijven zijn hiervoor vragende partij, maar het is aan de ministers van Werk om deze mensen - die in principe over het potentieel beschikken - een korte omscholing te geven. Men moet keihard onderhandelen over toekomstgaranties inzake werkgelegenheid in de automobielsector, in het bijzonder bij Opel.

05.12 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): Ik spreek met klem tegen dat er een communicatieprobleem was met de bedrijfsleiding. Wij wisten dat er op Europees niveau - en niet enkel in België - een grote herstructurering bezig was. We hebben de bedrijfsleiding geholpen om een goed dossier voor Opel-Antwerpen in te dienen. De bedrijfsleiding zou tegen de wet-Renault hebben gezondigd als ze ons op voorhand op de hoogte had gebracht van de beslissing. Eerst moeten de werknemersorganisaties in de ondernemingsraad worden geïnformeerd.

05.13 Nahima Lanjri (CD&V): Er was blijkbaar een communicatiefout tussen ons. De minister zei dat hij het pas dinsdag wist.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer **Guido De Padt** aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de agressie tegen treinbegeleiders en de stakingen" (nr. P1903)

- de heer **Francis Van den Eynde** aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de agressie tegen treinbegeleiders en de stakingen" (nr. P1904)

- de heer **Jef Van den Bergh** aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de agressie tegen treinbegeleiders en de stakingen" (nr. P1905)

De **voorzitter**: Onze meestal vlijtige collega Van den Bergh is vanmiddag onvrijwillig afwezig. Ik zal, bij wijze van uitzondering, zijn vraag laten stellen door de heer Goutry.

06.01 Guido De Padt (VLD): Een opiniebijdrage in *De Tijd* van vandaag geeft de kern van de zaak weer. De staking illustreert vooral de aparte bedrijfscultuur in sommige overheidsbedrijven met managers die amper beslagen zijn in modern personeelsbeleid en vakbonden die reizigers eerder als gijzelaars dan als klanten zien. De treinbegeleiders hadden zeker een goede reden om actie te voeren, maar het is onduidelijk hoe men de agressie op het spoor kan terugdringen door een paar honderdduizend reizigers te treiteren. Er is veel potentiële goodwill verkwanseld.

Een minister was er als de kippen bij om een privébedrijf te stigmatiseren wanneer daar gestaakt werd, maar zweeg nu in alle talen.

De treinbegeleiders worden geconfronteerd met slechte werkomstandigheden en vele vormen van agressie. Wat wil de staatssecretaris doen om de NMBS ertoe aan te zetten om anders met haar personeel om te gaan? Hoe wil men de agressie aanpakken? Zal men de mogelijkheid bieden om administratieve boetes op te leggen aan mensen die zich misdragen? Komt er bijkomend personeel op risicolijnen? Hoe wil men vermijden dat het personeel nog het slachtoffer wordt van agressie en dat de reizigers nog het slachtoffer

worden van stakingen?

06.02 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik heb er alle begrip voor dat men zich ergert aan de staking. Men moet zoeken naar middelen om stakingen te vermijden. De beste manier om stakingen te vermijden, is de redenen ervoor wegnemen. Daar schiet het beleid tekort, want we weten al jaren dat er een veiligheidsprobleem is op de trein voor personeel en voor reizigers. Ik heb de staatssecretaris er de laatste jaren wekelijks vragen over gesteld.

Een treinbegeleider kan momenteel altijd en overal het slachtoffer worden van mensen die zich aan geen enkele regel meer houden en die bij de minste opmerking verbaal en fysiek geweld gebruiken. Er worden steeds maatregelen aangekondigd, maar de zaak wordt nooit echt aangepakt. Wie iemand van de spoorwegen aanvalt, valt een mens aan die zijn werk doet en valt ook de gemeenschap aan. De spoorwegen zijn immers essentieel voor de economie, de mobiliteit en de ecologie. Er is maar één maatregel die echt zal werken, er moet een nultolerantie komen tegenover agressie op de trein. Zo zal men stakingen vermijden en zal het personeel zich opnieuw veilig voelen.

06.03 Luc Gouty (CD&V): CD&V betreurt de gebeurtenissen van maandag, die het gevolg waren van de zoveelste agressie tegenover personeel van het openbaar vervoer. Het is ongelooflijk dat deze mensen eigenlijk bang moeten zijn om naar hun werk te gaan. Treinbegeleider dreigt een risicoberoep te worden.

Er komt nooit een oplossing, dus is het terecht dat men reageert. Er zijn steeds opnieuw incidenten en soms leidt dat tot overacting en spontane stakingen. De reiziger wordt dan het tweede slachtoffer.

Wat zal de staatssecretaris doen om de ernstige problemen aan te pakken?

06.04 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Nederlands): Ik sluit mij aan bij de officiële reactie van de directie van de NMBS-groep, die zich solidair verklaart met het getroffen personeel. Het is niet zo dat de agressie beperkt is tot het openbaar vervoer. Dit is een breed maatschappelijk probleem; denken we maar aan het voetbalhooliganisme. Net als bij agressie op treinen gaat het er om enkele tientallen mensen die honderdduizenden anderen gijzelen.

In 2004 waren er 597 gevallen van agressie tegen treinbegeleiders, in 2005 562. De NMBS heeft nog geen cijfers voor 2006. Volgens de spoorweggpolitie, de NMBS-directie en de vakbonden daalt het cijfer tot in maart 2007. Deze maand zijn er bijkomende agressiegevallen, waaronder vier dit weekend.

De agressie is verspreid en doet zich niet op één lijn voor, waardoor het probleem moeilijker te beheersen is. Er zijn de voorbije jaren wel degelijk maatregelen genomen. De spoorweggpolitie poogt proactief op te treden. De samenwerking tussen de spoorweggpolitie en Securail bij de NMBS-holding is voortreffelijk. De werkgroep Communicatie onderzoekt de overdracht van informatie tussen de centrale meldkamer, Securail en de spoorweggpolitie.

Zowel Securail als de spoorweggpolitie hebben 400 à 500 personeelsleden. Vorig jaar kwamen er in beide diensten een vijftigtal mensen bij. Dit jaar wil men 233 bijkomende treinbegeleiders werven. Daarvan zijn er nu reeds 129 in dienst genomen.

Men heeft het gehad over straffeloosheid, maar volgens Binnenlandse Zaken hebben de parketten wel degelijk mogelijkheden om op te treden, al gebruiken ze die niet altijd. Misschien moeten we een stationsverbod invoeren, in navolging van het voetbalstadionverbod. Er zijn daarover contacten met de parketten. Daarnaast is er ook het Malaga-project in verband met de camerabewaking.

Gisteren heeft de NMBS-top met de erkende vertegenwoordiging van het personeel tientallen maatregelen besproken, waaronder opleiding, reactie op agressie, dubbele equipes, kortere treinen, coaching, burgerlijke

partijstelling enzovoort. Zelf had ik contact met de kabinetten van Binnenlandse Zaken en Justitie om meer gevoeligheid van de parketten te bepleiten en meer daadwerkelijk optreden van de spoorwegpolitie. De spoorwegpolitie van Brussel kondigt een stakingsactie aan omdat ze te weinig haar kerntaken kan uitvoeren.

Ik betreur de situatie van maandag, maar ik begrijp waarom er bij de NMBS werd gestaakt. Elk personeelslid moet overwegen of de gevolgen van zo'n staking wel verantwoord zijn ten aanzien van de reizigers. Ook al was er geen stakingsaanzegging, er werd vanaf zondagavond maximaal informatie verstrekt via de media, waardoor de gevolgen voor de reizigers wellicht werden verkleind.

06.05 Guido De Padt (VLD): Dit probleem is al lang aan het gisten. De voogdijminister had moeten ageren in de kabinetsraden opdat de minister van Justitie via het College van procureurs-generaal aan alle parketten opdracht zou geven om dit soort agressie te doen vervolgen. Alleen als ze wordt bestraft, zal er minder agressie zijn.

06.06 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): De staatssecretaris zegt dat er geen verschillen zijn tussen de regio's. In Mechelen, Eigenbrakel, s' Gravenbrakel en op de lijn Antwerpen-Charleroi zijn er nochtans duidelijk meer feiten van agressie.

Een stationsverbod invoeren zal geen effect hebben, want anders dan bij het voetbal is er geen controle aan de ingang meer in de stations. Er moet een gecoördineerde actie komen, de parketten moeten altijd vervolgen en er moeten strenge straffen worden opgelegd. De spoorwegen en het spoorwegpersoneel zijn maatschappelijk te belangrijk om ze aan hun lot over te laten.

06.07 Luc Goutry (CD&V): De staatssecretaris blijft er opvallend rustig bij en zegt dat het 'maar' om vijfhonderd incidenten per jaar gaat. Dat zijn wel twee gevallen van agressie per dag! Dat is onaanvaardbaar. Na al die jaren paars zijn er nog geen structurele oplossingen gevonden. Brandjes blussen is geen beleid.

06.08 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Nederlands): Ik minimaliseer de situatie niet, maar beweer dat het om een breed maatschappelijk probleem gaat. Vroeger uitte de agressie zich in het voetbal, nu op de treinen en het openbaar vervoer. Over enkele jaren verschuift het misschien naar zwembaden of sportterreinen. We proberen er vooral voor te zorgen dat de rechten van de slachtoffers worden erkend. De NMBS is hier slachtoffer, niet de verantwoordelijke.

06.09 Luc Goutry (CD&V): De staatssecretaris stelt mij niet gerust. Hij wil meer spoorwegpersoneel en politie, maar precies vandaag is er een stakingsaanzegging door de politie te Brussel die protesteert tegen het feit dat ze zoveel moet patrouilleren in de shopping centra.

06.10 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Dat het om een maatschappelijk fenomeen gaat, is een te gemakkelijke uitvlucht. De regering moet de zaken aanpakken. Ze had dat al lang geleden moeten doen door een gecoördineerde actie van verschillende departementen. We moeten naar een absolute zerotolerantie.

06.11 Guido De Padt (VLD): Als schepen van sport was ik ooit verantwoordelijk voor een zwembad. Bij feiten van agressie zorgde ik voor een toename van het personeel in plaats van de politie om de haverklap op te roepen. Dat had onmiddellijk effect. De voogdijminister van de NMBS moet ervoor zorgen dat er zich geen agressie meer kan voordoen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de meertaligheid op de treinen" (nr. P1906)

07.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Op een vraag van PS-collega Dieu antwoordde de staatssecretaris onlangs dat wat hem betreft er meerdere talen mogen worden gebruikt op de treinen. Instructies en mededelingen op de treinen mogen dus in de toekomst meertalig zijn, en dat niet alleen in Brussel of op de treinen van en naar de luchthaven. *La Dernière Heure* reageerde uiteraard triomfantelijk en de NMBS blijkt zelf vragende partij, want de klant is koning.

Dit gaat echter in tegen de taalwetgeving. De staatssecretaris misbruikt het gezag van de VCT om de taalwetgeving uit te hollen en aan te voeren dat er in bepaalde toeristische centra uitzonderingen bestaan op die taalwetgeving en dat dit best wordt uitgebreid tot de treinen. Wat is de staatssecretaris precies van plan?

Op welke lijnen wil hij meer talen invoeren?

07.02 Staatssecretaris **Bruno Tuybens** (*Nederlands*): De vraag welke taal of talen kunnen worden gebruikt, is afhankelijk van de vraag of de trein in kwestie een of meerdere taalgebieden bedient. De verplichtingen die de taalwetgeving oplegt, beogen de bewoners van het bediende taalgebied in hun taal te informeren.

Ik meen dat het beter zou zijn om in sommige gevallen het een- of tweetalige dienstenaanbod te vervangen door een meertalig aanbod boven op de talen die wettelijke verplicht zijn, wat volledig strookt met de geest van de taalwetgeving en met de adviezen van de VCT. Ook *De Standaard* volgt mijn standpunt.

De VCT staat het gebruik toe van andere talen dan de bestuurstaal of –talen die zijn voorgeschreven. De belangrijkste voorwaarde daarvoor is dat het gebruik van andere talen gerechtvaardigd moet zijn voor specifieke doelstellingen. Artikel 11, § 3 van de taalwet van 1996 geeft aan dat gemeentebesturen bijvoorbeeld hun toeristische informatie in minstens drie talen kunnen geven.

Bovendien laat het Vast Comité ook toe dat er meerdere talen gesproken worden op de *Airport City Express*. Volgens mij is er dus geen wetswijziging nodig. In elk geval is een advies van het Vast Comité vereist.

07.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): De staatssecretaris antwoordt niet op mijn vragen. Hij misbruikt het advies van het Vast Comité. Ik kan begrijpen dat er meerdere talen worden gesproken op internationale treinen, maar als dat ook wordt toegelaten op elke trein die langs een van de toeristische centra rijdt, dan worden binnenkort alle treinen meertalig. In onze buurlanden wordt in de treinen ook maar één taal gesproken. Er is trouwens geen enkele Vlaming die verwacht dat er in Wallonië Nederlands wordt gesproken op de trein. De staatssecretaris haalt de taalwetgeving onderuit, omdat één PS-lid wil dat er Frans wordt gesproken op treinen in Vlaanderen. Wij zullen er alles aan doen om dit tegen te houden.

Het incident is gesloten.

08 Agenda

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 18 april 2007, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag in te schrijven:

- het wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 20 december 2006 betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, B, C en E voor het kalenderjaar 2007 (nr. 3027/1);
- het wetsvoorstel van de dames Annemie Roppe en Anne-Marie Baeke en de heer Luk Van Biesen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het instellen van een immuniteit van tenuitvoerlegging ten overstaan van tegoeden van buitenlandse centrale banken en internationale monetaire autoriteiten (nrs 2903/1 tot 3);
- het wetsontwerp betreffende de bescherming van de consumenten inzake diensten die geheel of hoofdzakelijk bestaan in het overbrengen van signalen van radio- of televisieomroepprogramma's via elektronische communicatienetwerken (nrs 2978/1 tot 4);
- het wetsontwerp betreffende de minimale technische veiligheidsnormen voor tunnels in het trans-Europese wegennet (nr. 3063/1);
- het voorstel van resolutie van de heren André Frédéric en Jean-Claude Maene, mevrouw Annick Saudoyer en de heer Bruno Van Grootenbrulle betreffende een wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, teneinde de brandweerlieden de hoedanigheid van bevoegd persoon te verlenen (nr. 2145/1);
- het wetsontwerp tot invoering van een belastingvermindering voor passiehuizen (overgezonden door de

Senaat) (nr. 3024/1);

- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen (nrs 3060/1 en 2);
- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, en van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles (nr. 3047/1);
- het wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 2002 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van verscheidene categorieën oud-strijders en oorlogsslachtoffers (overgezonden door de Senaat) (nr. 3023/1);
- het wetsontwerp tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet (nr. 3009/1).

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Herziening van de Grondwet

09 Ontwerp tot invoeging van een titel Ibis en een artikel 7bis om duurzame ontwikkeling als algemene beleidsdoelstelling voor de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten in de Grondwet in te schrijven (2647/1-4)

- Voorstel tot herziening van de Grondwet teneinde er een artikel inzake duurzame ontwikkeling in op te nemen (2661/1-2)

Ontwerp overgezonden door de Senaat

Bespreking van het enig artikel

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking van het enig artikel. (Rgt 85, 4) (2647/1)

De bespreking van het enig artikel is geopend.

De **voorzitter**: De rapporteurs, de heren Charles Michel en Geert Lambert, verwijzen naar hun schriftelijk verslag.

09.01 **Pieter De Crem** (CD&V): Staatssecretaris Van Weert doet zo hard haar best, dat zij zich zelfs laat verontschuldigen voor haar afwezigheid als het Parlement al ontbonden is. Dit is typerend voor de manier waarop de regering en de voorzitter omgaat met dit Parlement. Wij wensen dit niet meer te laten gebeuren.

09.02 **Melchior Wathelet** (cdH): Ik zal het kort maken. In de commissie werden tal van pistes verkend, zoals het amendement van de heer Michel dat ertoe strekte de 'duurzame ontwikkeling' preciezer te omschrijven en duidelijker en dwingender doelstellingen vast te leggen.

Het is niet altijd mogelijk om binnen de maand of het jaar naar evenwicht te streven. Men moet termijnen bepalen.

Ik vind het jammer dat er geen debat is gevoerd vermits men ons heeft gezegd dat de tekst naar de Senaat moest worden teruggezonden indien hij werd gewijzigd. Een bespreking – wellicht niet met het oog op een akkoord – ware dus op haar plaats geweest. Was het eigenlijk wel gepast om dergelijke vage begrippen als dusdanig in de Grondwet te vermelden?

We zullen dan ook tegen dat amendement stemmen. Ik veronderstel dat de heer Nollet het opnieuw zal indienen.

Ik wil hier niet opnieuw de discussie hernemen die in de Senaat gevoerd werd om te weten hoe men de verwijzing naar de toekomstige generaties in de Grondwet moet opnemen. Maar het is positief dat dit artikel in de Grondwet wordt opgenomen. Als een parlement een dergelijk tekst goedkeurt en zo'n fundamenteel begrip in de Grondwet opneemt, zou het wel bijzonder erg zijn als men niet consequent is. Wanneer men bij de bevolking in een dusdanig belangrijk domein een zekere verwachting wekt en die achteraf niet inlost, had

men beter gewoon niets ondernomen. Als we dat beginsel thans in de Grondwet opnemen, houdt dat voor ons ook de verplichting in om in overeenstemming met de tekst die we straks zullen aannemen, te handelen.

De **voorzitter**: De kans is groot dat men later, na de verkiezingen, dezelfde bepaling opnieuw voor herziening vatbaar verklaart.

09.03 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Ik stel vast dat dit onderwerp op weinig enthousiasme kan rekenen! Gisteren hebben we beslist om dat artikel - waarover nog niet gestemd is - opnieuw in de lijst van de voor herziening vatbare artikelen op te nemen.

In tegenstelling tot wat de meerderheid beweerde, was er aanvankelijk geen sprake van tijdsgebrek om de tekst in de Kamer te herwerken alvorens hem aan de Senaat over te zenden.

De heer Cornil wilde "de mensen wakker schudden", maar dat werd veel meer bereikt door de film van Al Gore, de presidentiële campagne in Frankrijk en de werkzaamheden van het IPCC dan door de werkzaamheden van de Senaat. De mensen zijn zich thans bewust van het probleem, en verwachten dat wij ter zake vooruitgang zouden boeken.

Het begrip "duurzame ontwikkeling" dat men thans in de Grondwet wil verankeren, zou wel eens een achteruitgang kunnen betekenen in vergelijking met de bepalingen van de wet van 1997.

Het door de Groenen aangereikte alternatief is veel krachtiger, en is veel meer dan louter symbolisch.

Om het werk tijdens de volgende regeerperiode voor te bereiden, zou ik het minimalistische karakter van de vandaag voorgestelde duurzame ontwikkeling met onze groene opvattingen willen vergelijken. Volgens ons moet men duurzame ontwikkeling niet 'toevoegen' aan al de rest. Ze moet integendeel de kern van elk beleid uitmaken: voor ons moeten de overheden een beleid voeren dat gestoeld is op duurzame ontwikkeling "door de uitoefening van hun bevoegdheden", veeleer dan "*bij* de uitoefening...".

We kiezen een meer juridische en afdwingbare aanpak boven een loutere bewustmaking. "Rekening houden met de solidariteit tussen de generaties" is een veel zwakkere formulering dan de internationaal erkende Brundtlanddefinitie. De Federale Raad voor duurzame ontwikkeling betreurt dat die formulering niet werd overgenomen, wat de toetsing van het recht mogelijk zou hebben gemaakt.

We wensen dat deze bepalingen op alle overheden betrekking zouden hebben en niet enkel op het federale niveau, de Gewesten en de Gemeenschappen.

De voorgestelde tekst, die niet meer is dan een intentieverklaring, biedt geen afdoend antwoord op de enorme uitdaging waar we voor staan.

Onze tekst echter opent rechten, legt een standstill op, verhindert iedere vorm van achteruitgang en geeft aan welke weg dient te worden gevolgd. We hadden een bespreking kunnen wijden aan de verwoording, maar dat is niet gebeurd. U zal het met mij eens zijn, mijnheer Wathélet, dat dat een belangrijke dimensie is.

Volgens ons biedt deze aanpak de mogelijkheid om op elk beleidsniveau voorzieningen aan te brengen. We willen dat er een echte 'inspectie van de duurzame ontwikkeling' tot stand komt die, naar het voorbeeld van de Inspectie van Financiën, de toename van onze milieuschuld moet voorkomen.

De tekst die in de commissie werd goedgekeurd, verandert niets aan onze huidige juridische verbintenissen: Rio, Johannesburg, het verdrag van de Europese Unie.

We knopen liever aan bij de durf van de grondwetgever van 1831, die het compromis nastreefde en daardoor ten aanzien van andere landen een voortrekkersrol vervulde.

Landen zoals Argentinië, Portugal, Slowakije, Zuid-Afrika en Zwitserland zijn wat hun grondwet betreft veel verder gevorderd dan wij.

In de onderhavige tekst schemert het minimalisme van de "Kyoto Plusvisie" van de premier door.

Jean Cornil wilde een lichtbaken zijn, een gids voor wie tegen de ongebreidelde consumptie in wil gaan. Wij prefereren het beeld van het gps dat je te allen tijde de weg wijst. Als iedereen een gedragspatroon zou hebben als dat van de Belgen, zouden we drie planeten nodig hebben om aan eenieders behoeften te voldoen. Jammer genoeg blijft onze tekst "een ongemakkelijke waarheid".

Tot onze vreugde zullen wij hoogstwaarschijnlijk de gelegenheid hebben om hier tijdens de volgende zittingsperiode op terug te komen.

09.04 Staatssecretaris **Els Van Weert** (*Nederlands*): Wij zijn erg tevreden met het initiatief van de Senaat om duurzame ontwikkeling als een algemene beleidsdoelstelling in de Grondwet op te nemen. Op deze manier wordt een duidelijk signaal gegeven en krijgt het concept een hoge morele waarde. Dit mag echter geen loutere symbolische daad blijven, er moeten ook concrete gevolgen aan worden gegeven.

In samenspraak met specialisten inzake duurzame ontwikkeling en met grondwetspecialisten werd er gekozen voor een korte en duidelijke definitie, die desalniettemin alle elementen van de Brundtlanddefinitie bevat. Sinds het verschijnen van het Brundtlandrapport in 1987 is deze definitie uiteraard geëvolueerd. De Senaat heeft ervoor gekozen ook deze nieuwe internationale verworvenheden op te nemen in de memorie van toelichting. Ik kan de heer Nollet dus geruststellen: het is zeker niet de bedoeling om een stap achteruit te zetten ten opzichte van de huidige internationaal afgesproken principes over duurzame ontwikkeling.

Duurzame ontwikkeling is geen statisch gegeven. Het betreffende grondwetsartikel wordt dan ook meteen opnieuw voor herziening vatbaar verklaard, zodat het mogelijk is om nog nieuwe elementen toe te voegen. Ik hoop dat het volgende parlement dit debat zal voortzetten. Op basis van deze nieuwe algemene beleidsdoelstelling in de Grondwet kunnen er nu tal van initiatieven worden genomen om duurzame ontwikkeling een concrete invulling te geven.

De **voorzitter**: Dat was ook de teneur van de discussie in commissie.

Mijnheer Nollet, tijdens de vergadering van gisteren van de Commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen werd de beslissing genomen om aan het volgende parlement de mogelijkheid te bieden die bepaling eventueel te herzien.

Vraagt iemand nog het woord? (Neen)

De bespreking van het enig artikel is gesloten.

Heringediende amendementen:

Enig artikel

- 2 Jean-Marc Nollet (2647/3)
- 3 Jean-Marc Nollet (2647/3)

09.05 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): Amendement nr. 3 is een 'copy/paste' van amendement nr. 1 dat de heer Charles Michel had ingediend en waarnaar de heer Wathelet daarnet heeft verwezen.

De **voorzitter**: Dat is een beproefde techniek.

De stemming over de amendementen en het ontwerp tot herziening wordt aangehouden.

Wetsontwerpen en voorstellen

10 **Wetsontwerp betreffende de oprichting van een commerciële vastgoedmaatschappij door de Staat (2995/1-2)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

10.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Ik ben vereerd dat ik het verslag mag uitbrengen van het wetsontwerp over de oprichting van een commerciële vastgoedmaatschappij door de Staat. Hopelijk heb ik meer zin voor synthese dan een aantal rapporteurs vorige week en hoeven we het personeel van de Kamer deze keer geen nacht te gijzelen.

De **voorzitter**: Dat was niet de schuld van één rapporteur.

10.02 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Op 28 maart lichtte de heer Jamar de drie doelstellingen van dit wetsontwerp toe. De belangrijkste is de Staat in staat te stellen privaatrechtelijke handelsvennootschappen op te richten en goederen van het openbaar domein buiten gebruik te stellen.

Tijdens de algemene besprekingen had vooral de heer Devlies vragen en opmerkingen. Volgens hem moet de operatie enkel de niet-sluitende begroting dienen. Bovendien betreurde hij dat er geen lijst van geviseerde gebouwen beschikbaar was. De staatssecretaris sprak die stelling tegen en verwees naar de lijst die eerder bezorgd was aan de commissie en die nu door specialisten wordt onderzocht.

Bij de artikelsgewijze bespreking kwam dezelfde commentaar terug, waarbij telkens de techniek van verkoop en wederinhuren onderuit werd gehaald door de oppositie. Het geheel werd aangenomen met acht stemmen voor en twee stemmen tegen.

10.03 Pieter De Crem (CD&V): Was de aanval van mevrouw Roppe misschien gericht tegen mevrouw Burgeon, die toch erg lang verslag heeft uitgebracht. Ik zal haar van die aanval op de hoogte brengen.

De **voorzitter**: Haar verslag was inderdaad niet overdreven bondig.

10.04 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Ik val mevrouw Burgeon zeker niet aan. Haar verslag was uitermate kort in vergelijking met dat van anderen.

10.05 Pieter De Crem (CD&V): Misschien liet onze rapporteur zich inspireren door de heer De Coene, die zelf van de hele nacht niet te zien was in de zaal, maar dan wel enkele zurige opmerkingen plaatste in de krant.

De **voorzitter**: Ik merk dat de heer De Crem met spijt die vergadering van onze Kamer gemist heeft.

10.06 Servais Verherstraeten (CD&V): Misschien moet mevrouw Roppe de vrije tribune van de heer Tant in *De Standaard* eens lezen. Het gaat te ver dat een rapporteur het mondelinge verslag misbruikt om leden te kapittelen omdat zij het woord hebben genomen. Het is toch de meerderheid die tientallen wetsontwerpen groepeerd op één dag na jaren getreuzel. Het is ongehoord dat ze dan de oppositie aanvalt omdat die haar werk doet. We weten dat dit Parlement niets te zeggen heeft omdat de meerderheid alles slikt. Laat dan ten minste de oppositie nog een standpunt vertolken.

De **voorzitter**: Ik heb de heer Goutry geen enkele bemerking gegeven. De heer Verherstraeten moet niet zeggen dat het Parlement niets te zeggen heeft, hij is er zelf een eminent lid van.

10.07 Servais Verherstraeten (CD&V): Dit ontwerp gaat over Fedimmo II, een improvisatie van jewelste. Verhofstadt I is begonnen met de uitverkoop van onze kroonjuwelen en Verhofstadt II heeft nog een tandje bijgestoken. Het geld van paars is op en daarom moet have en goed worden verkocht om de facturen te kunnen betalen.

Paars wou aanvankelijk een bevak oprichten en er een belangrijke minderheidsaandeelhouder in worden. Men zou blokkeringmogelijkheden hebben in die vennootschap waarin onroerend goed zou worden ondergebracht. De Raad van State heeft daar een stokje voorgestoken en dan is men halsoverkop overgegaan tot een traditionele verkoop, met eerst een inbreng in een vastgoedvennootschap waarvan men dan 90 procent nog snel, in de kerstperiode, heeft verkocht. Dit gaat men nu nog eens dunnetjes overdoen om de begroting 2007 schijnbaar in evenwicht te houden. De huurlasten worden naar de toekomst

doorgeschoven.

Dit ontwerp is eigenlijk een volmachtwet. De beperkte controle die het Parlement maar had, wordt nu zonder meer afgeschaft. Het Parlement moet een verkoop nu niet meer achteraf goedkeuren, het moet de minister van Financiën de volle bevoegdheid geven om te verkopen. Later mag het Parlement er zich niet meer mee bemoeien.

Ondertussen weten we zo goed als niets over de operatie. Wat wordt er verkocht? Hoeveel moet dat opbrengen? Bestaan er ramingen? De voormalige baas en ook medestichter van vastgoedmaatschappij Cofinimmo heeft in een interview zelf gezegd dat deze operaties heel slecht zijn voor de Belgische overheid. Nadat de gebouwen verkocht zijn, gaan we ze immers opnieuw huren. Maar tegen welke prijs? Gaan we die huurprijs achteraf bepalen of leggen we hem vast, zodat de vastgoedmaatschappijen op basis daarvan de aankoopprijs kunnen bepalen, om zo misschien te komen tot de gewenste 600 miljoen? Het spreekt voor zich dat de maatschappijen iets meer zullen willen betalen als ze weten dat ze daarna driemaal de echte huurwaarde zullen krijgen. (*Protest op de banken van de VLD*)

10.08 Paul Tant (CD&V): Ik hoop dat de staatssecretaris ons met cijfers gerust zal stellen, maar ik heb zo mijn twijfels.

10.09 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik hoop ook dat de staatssecretaris ons straks kan meedelen dat de gebouwen zullen verkocht worden tegen prijzen die in overeenstemming zijn met de ramingen en dat er normale huurprijzen betaald zullen worden. Tot dusver weten we daarover immers niets en toch vraagt men ons een volmacht.

De hele operatie creëert ook grote onzekerheid. Zolang we eigenaar zijn van een gebouw, weten we dat onze ambtenaren daar kunnen blijven zitten. Maar hoe kan de continuïteit van de openbare dienst nog verzekerd worden als we slechts huurder zijn? Aanvankelijk was het de bedoeling om met vastgoedbevaks te werken, waarin de Staat een blokkeringsminderheid zou hebben. Daarna was het plan om te werken met opzeggingsregelingen, geïnspireerd op de handelshuurwet, zodat er een jaar of anderhalf jaar voor het verstrijken van het contract opgezegd zou moeten worden. Men ging ook een voorkooprecht inbouwen. Van dat alles schiet er niets meer over.

Men vraagt ons dus een volmacht, zonder ons te zeggen wat de opbrengst van de operatie of de toekomstige huurlasten zullen zijn. Voor het kortstondige gewin vandaag zullen de komende generaties moeten opdraaien, dat is de enige zekerheid. (*Applaus bij de oppositie*)

10.10 Melchior Wathelet (cdH): De oppositie hekelt al meerdere jaren het kortetermijnbeleid op het stuk van het overheidspatrimonium dat in de komende jaren zwaar op de openbare financiën zal wegen.

Sinds enkele maanden worden we in onze kritiek afgelost door de inspectie van Financiën en het Rekenhof dat in zijn verslag schreef dat "het immobiëlenbeheer van de overheid vanuit financieel oogpunt totaal ongegrond is".

Ondanks die kritieken en ondanks het feit dat men op 29 december 2006 reeds voor ongeveer 600 miljoen euro aan overheidsgebouwen verkocht had, volhardt men in de boosheid en, erger nog, schept de regering een instrumentarium om dergelijke operaties nog gemakkelijker uit te voeren, zonder controle door het Parlement. Het enige wat telt, is dat er geld binnenstroomt. De gevolgen zijn zorgen voor later.

Maar er zullen heel wat gevolgen zijn. Ten eerste, de huurcontracten zullen gemiddeld 17 jaar lopen. Op grond van welke criteria heeft men dat vastgesteld? Heeft men rekening gehouden met de verplichting om de openbare dienstverlening te verzekeren, de rendabiliteit van de huurcontracten en het budgettaire evenwicht van al die operaties? Dat zijn volgens mij noodzakelijke voorwaarden.

Vroeger waren de gebouwen van de Staat onvervreemdbaar, onvatbaar voor beslag en van verjaring uitgesloten. Maar als al die gebouwen bij die nieuwe maatschappij worden ondergebracht, zullen ze verkocht kunnen worden, zal er beslag op kunnen worden gelegd en wordt verjaring mogelijk. Wat dat betreft is er

niets geregeld.

U toont eens te meer zeer duidelijk aan dat uw enige doelstelling een budgettaire kortetermijndoelstelling is.

Ondanks het rapport van het Rekenhof waarin opgemerkt wordt dat het financiële beheer van ons vastgoedpatrimonium financieel gezien nergens op stoelt, heeft u niet het nodige gedaan om daar verandering in te brengen. Dat is heel erg.

10.11 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Een ontwerp dat zo belangrijk is voor het beheer van het overheidspatrimonium, zo kort voor de ontbinding nog door de Kamer jagen, dat is op zich al een daad van onbehoorlijk bestuur. Maar daar blijft het niet bij: waar het Parlement tot dusver via de domaniale wetten nog enige controle had over de vastgoedoperaties van de Staat, vraagt men ons nu een volmacht. Welke gebouwen men op korte termijn aan het openbaar domein wil onttrekken, en tegen welke prijs, dat zegt men er niet bij.

De memorie van toelichting bij het wetsontwerp is duidelijk over de motieven van de regering. Naar eigen zeggen optimaliseert men het beheer van het onroerend erfgoed zodat het beleid tot handhaving van een budgettair evenwicht dat vele jaren geleden begon, wordt gewaarborgd. De operatie dient dus om het begrotingsbeleid te sturen.

Wat een goede huisvader niet doet met zijn woning, doet deze regering wel. Paars creëert nog snel een wettelijk kader om in de toekomst continu overheidsbedrijven te blijven verkopen. Iedere begroting staat bol van de eenmalige maatregelen. Zelfs de Nationale Bank heeft het in haar jaarverslagen telkens over een structureel tekort onder paars. De eenmalige maatregel om overheidsgebouwen te verkopen wordt met dit ontwerp gebetonneerd.

Men heeft geen langetermijnvisie. De cijfers van een tiental belangrijke verkopen van de afgelopen jaren bewijzen dat de lasten doorgeschoven worden naar de toekomst.

De verkoop van de Financietoren in Brussel in 2000 kan dienen als treffend voorbeeld. De verkoopprijs bedroeg 276 miljoen euro. De huurlast bedraagt gedurende 32 jaar jaarlijks 25 miljoen euro. Dit betekent een totale huurlast van 829 miljoen euro. Het verschil met de initiële aankoopprijs bedraagt bijgevolg 552 miljoen euro. Dezelfde onrendabele manier van werken is waar voor het gebouw van Financiën aan de Italiëlei te Antwerpen, het gebouw aan de Pachecolaan in Brussel, het gebouw aan de Paleizenstraat in Brussel, het gebouw van Sofima in Namen, het gebouw aan de Sint-Lievenslaan te Gent, het gebouw Place Albert 1 te Charleroi, de gebouwen Egmont I en Egmont II in Brussel, het gebouw in de Vyncke Dujardinlaan in Brugge en het gebouw in de Peter Benoîtlaan in Veurne. Met deze top tien heeft men voor 620 miljoen euro aan gebouwen verkocht. De totale huurlast voor de komende jaren bedraagt zomaar eventjes 1,367 miljard euro, 2,2 maal zoveel als de opbrengst van de verkoop dus. Het is dus manifest onwaar dat deze verkopen goed zijn voor de begroting. Ze houden integendeel een verzwaring in.

Buiten categorie is het justitiepaleis in Antwerpen dat iets meer dan 250 miljoen euro gekost heeft. Dat is zowat 175 miljoen euro meer dan aanvankelijk begroot. Oorspronkelijk zou de regering het gebouw voor 27 jaar in huurkoop nemen van het consortium Justinvest. Aan het eind zou de Belgische Staat eigenaar worden. Europa stak daar in het najaar van 2005 een stokje voor, want de totale kostprijs moest in een keer opgenomen worden in de begroting. Daardoor zou de begroting flagrant in het rood gegaan zijn. Daarom zocht de regering nog snel een koper voor het Antwerpse justitiepaleis. Hierdoor kocht het vastgoedbedrijf Cofinimmo de grond - waarvoor de Staat eerder 3,8 miljoen euro had betaald - voor amper 112.000 euro. Cofinimmo kocht ook de structurele eigendomsrechten over en verhuurt het gebouw nu voor 36 jaar aan de overheid. Nadien is de overheid zelfs geen eigenaar meer. Dit geeft aan hoe paars de afgelopen jaren sjacherde met het overheidspatrimonium.

Dit ontwerp machtigt de Staat en de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij een privaatrechtelijke naamloze vennootschap op te richten die zich voortaan zal bezighouden met dergelijke verkopen van onroerend goed. De Staat brengt waarschijnlijk de diverse onroerende goederen in die zij in eigendom heeft. Voor de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij is het minder duidelijk. Waarschijnlijk zal het gaan om kapitaal, maar niemand kent de grootte van de inbreng.

Waarom heeft de regering dit instrument nodig? Men wil gewoon een vervolg op de eerste massale uitverkoop van overheidsgebouwen, gekend als Fedimmo I. Toen werden vlak vóór het jaareinde van 2006 65 gebouwen overhaast verkocht. De opbrengst bedroeg ongeveer 576 miljoen euro. Het vervolg hierop heet Fedimmo II. Er circuleert hieromtrent een lijst met 52 gebouwen. Volgens sommigen zou dit 200 à 250 miljoen euro moeten opbrengen, anderen spreken over 500 tot 600 miljoen euro. En Fedimmo III en IV staan ook al in de steigers om de verkoop van gerechtsgebouwen, kazernes, gevangenissen en enkele ambassades en consulaten in het buitenland in de komende tijd te regelen.

Vlaams Belang is er niet tegen dat een overheid actief haar openbaar patrimonium beheert. Gebouwen die men niet meer gebruikt, kan men perfect op de markt brengen. Dit geldt echter niet voor gebouwen die de Staat nog in gebruik heeft. Wij zijn tegen het mechanisme om deze toch te verkopen om de huidige begrotingstekorten te dichten, waarbij men voorbijgaat aan de impact van de toekomstige huurlasten. Bovendien is hierop na deze stemming geen controle meer mogelijk vanuit het Parlement. Onze fractie zal dan ook tegenstemmen. (*Applaus bij Vlaams Belang*)

10.12 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Drie sprekers hebben hun bekend liedje gebracht, wat niet verwonderlijk is, vermits het onderwerp al in het lang en in het breed in de commissie werd besproken. De heer Verherstraeten heeft erkend dat de begroting in evenwicht is, wat een hele toegeving van de CD&V is!

Wat de technische operatie betreft, wordt er inderdaad een vastgoedmaatschappij opgericht tussen de Staat (die over 10 procent van de aandelen beschikt) en de Participatie- en Investeringsmaatschappij. Als men de wet naleeft en men potentiële kopers tegen elkaar uitspeelt, kan men onmogelijk op voorhand de verkoopprijs kennen.

De voorlopige lijst van de gebouwen werd op 19 januari door de Ministerraad goedgekeurd en in de kranten bekendgemaakt. Hij werd voorgelegd aan een comité van experts die moeten nagaan of er naargelang van het type gebouw een vooropzegging, een voorkoop, een renovatie, een onderhoudsbeurt nodig is. Het moet er ook voor zorgen dat het "pakket" onroerende goederen aanvaardbaar is voor de koper en rendabel en beheersbaar voor de overheid.

Met betrekking tot de operatie werd gewag gemaakt van een gemiddelde huurtijd van zeventien tot achttien jaar. Ik kan u niet zeggen wat het deskundigencomité aan de regering zal voorstellen.

De sprekers hielden bovendien geen rekening met de prijs voor het onderhoud, de renovatie of de instandhouding van die gebouwen. De media berichten over klachten van ambtenaren over de bedroevende staat van de gebouwen waarin ze werken. Het gaat om een erfenis uit het verleden. Er is nood aan een globale, moderne en toekomstgerichte visie op deze zaken.

Zo zit de operatie in elkaar. Ik begrijp niet waarom men dit als gekkenwerk bestempelt. Destijds verkocht men zelfs goud! We hebben een tijd van algemene volmachtwetten gekend. Vandaag is er enkel sprake van een specifieke machtiging voor de verkoop van bepaalde gebouwen via een vastgoedmaatschappij.

Een criterium dat men hier uit het oog verliest is dat van de rechtszekerheid. Als men een totale portefeuille van te koop aangeboden gebouwen moet beheren, met voor elk gebouw een aparte specificatie, moet de uitvoerende macht het probleem ter wille van de rechtszekerheid van a tot z beheersen.

Wat de continuïteit van de openbare dienstverlening betreft, moet men mij niet komen vertellen dat er over 15 of 25 jaar geen gebouw meer te vinden zal zijn dat de Staat zou kunnen huren! De continuïteit van de openbare dienstverlening komt geenszins in het gedrang, en onze instellingen en administraties komen heus niet op straat te staan.

De waarheid is zwart noch wit: sommige gebouwen kunnen verkocht worden, andere niet.

10.13 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ik ben blij dat de staatssecretaris erkent dat het hier niet om een algemene, maar een speciale volmachtwet gaat. Algemene volmachtwetten waren nodig om de staatshuishouding op orde te krijgen, om de Maastrichtnorm te halen en om tewerkstelling te creëren. Maar nu is een speciale volmachtwet nodig om zeer nefaste zaken uit te voeren, namelijk de verkoop van vastgoed

van de Staat, louter om een boekhoudkundig evenwicht te realiseren in de begroting.

Er zal zwaar lobbywerk nodig zijn om Eurostat ervan te overtuigen dat onder meer de Fedimmo I-operatie neutraal was. Er kon in december 2006 geen concurrentie spelen, gezien de korte verkoopstermijn van amper drie weken. Internationale immobiliënmaatschappijen konden de zaken niet eens voldoende onderzoeken om te kunnen reageren of een hoger bod te doen.

Is de voorlopige lijst die we hebben gezien, inmiddels definitief? Zijn het effectief die gebouwen die zullen worden verkocht?

10.14 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Die vraag heb ik al beantwoord. Het verslag wordt momenteel afgemaakt door een commissie van onafhankelijke deskundigen die haar conclusies aan de regering zal voorleggen.

Het is niet zo dat wij doelbewust de gebouwen kiezen die wij te koop aanbieden. Wij zullen objectief werken op basis van de eerste lijst die in de kranten is gepubliceerd maar ik kan u onmogelijk zeggen hoeveel gebouwen erop staan. De regering zal daarover uitspraak doen zodra zij volledig is ingelicht door de stuurgroep.

10.15 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Hieruit blijkt dat de lijst nog niet definitief is. Er werden inderdaad wel ramingen uitgevoerd, maar het Rekenhof heeft bij vroegere verkoopoperaties al kritiek geuit omdat men te snel werkte of met verouderde schattingen.

Men weet nog niet eens wat men gaat verkopen, alleen wat de verkoop moet opbrengen, namelijk 200 tot 250 miljoen euro.

De staatssecretaris beweert ook dat er dankzij de verkoop geen onderhoudskosten meer zullen zijn. Durft hij dat hier herhalen en bevestigen?

10.16 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): We hebben experts gevraagd om ons alle nuttige aanwijzingen te geven opdat die operatie rendabel zou zijn en in de beste omstandigheden zou verlopen voor de Staat, het participatiefonds en de vastgoedmaatschappij.

Blijkbaar slaag ik er niet in u te doen begrijpen dat een geïndividualiseerde benadering noodzakelijk is voor elk van de gebouwen, naargelang van de staat waarin ze zich bevinden.

We zullen trachten een contract van zo lang mogelijke duur af te sluiten teneinde de continuïteit van de overheidsdienst te verzekeren. We zullen een langere vooropzeg vragen en in een voorkoopmogelijkheid voorzien. We hebben de conclusies echter nog niet ontvangen en ze werden nog niet door de regering goedgekeurd.

De oprichting van de vastgoedmaatschappij geldt tot 31 december 2007. De regering zal de opdracht toekennen wanneer ze de tijd daartoe rijp acht.

10.17 **Carl Devlies** (CD&V): De staatssecretaris heeft geen volledig antwoord gegeven. Dat de overheid probeert haar gebouwen goed te beheren, is natuurlijk geen enkel probleem, maar dat is vandaag geenszins het geval. Het beheer zou inderdaad geprivatiseerd kunnen worden, maar hier worden gebouwen verkocht, om ze nadien terug te huren. Hierdoor worden de lasten naar de toekomst verschoven, zoals dat trouwens ook al gebeurt bij de verkoop van pensioenfondsen en belastingschulden.

In de commissie Begroting van gisteren bleek dat er slechte prognoses voor de toekomst zijn, zoals het rapport van de Hoge Raad voor Financiën aantoonde. Met alle lasten die naar de toekomst worden verschoven, hypothekeert de regering de toekomstige begrotingen.

De staatssecretaris had het over de verkoop van het Luxemburgcollege en het Carnoyinstituut in Leuven. Het Carnoyinstituut is een schenking van de KUL aan de Belgische Staat. De nood van de Belgische Staat moet toch wel bijzonder groot zijn als geschenken goederen verkocht moeten worden.

10.18 Melchior Wathelet (cdH): Wat de Regie der Gebouwen betreft, zegt u dat meer en meer diensten zullen worden uitbesteed, maar tegelijkertijd wordt het aantal directeurs opgetrokken.

Het voorkeepsrecht is ontzettend belangrijk wanneer, op een bepaald moment, die aanvankelijk onvervreemdbare gebouwen vervreemdbaar worden via die vastgoedmaatschappij, waarvan de Staat slecht 10 procent in handen heeft. Wanneer u zegt dat het mogelijk zou zijn de eventuele mogelijkheid om een voorkeepsrecht in te voegen, te overwegen, kunnen we niet zeggen dat zulks veel zekerheid biedt.

Waarom deinst de staatssecretaris ervoor terug de lijst van de verkopen aan het Parlement voor te leggen en voert hij aan dat een en ander de rechtszekerheid in het gedrang zou kunnen brengen? Zodoende wordt een nuttige en interessante controle onmogelijk gemaakt.

10.19 Servais Verherstraeten (CD&V): Kan de staatssecretaris bevestigen dat de overheid geen onderhoudskosten meer zal moeten betalen na de verkoop van gebouwen?

10.20 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Frans*): Dat bevestig ik, althans wat het "groot onderhoud" betreft.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2995/1)

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

11 Wetsontwerp betreffende bepaalde bankdiensten (2988/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

11.01 Magda De Meyer, rapporteur: De commissie heeft op 21 en 28 maart 2007 vergaderd over dit ontwerp. De minister benadrukte dat de mogelijkheid om van bank te veranderen belangrijk is voor de onderlinge concurrentie tussen banken en dat administratieve rompslomp en de afsluitingskosten moeten worden gedrukt. De banken hadden reeds een eerste stap gezet met het verminderen van de administratieve rompslomp in een gentlemen's agreement. Dit ontwerp zorgt ervoor dat ook de afsluitingskosten verdwijnen.

Tijdens de algemene bespreking verwees mevrouw Ghenne naar een wetsvoorstel in de Senaat over het kosteloos afsluiten van een zichtrekening. Zij schaart zich achter dit ontwerp, omdat het een ruimer toepassingsgebied heeft.

Mevrouw Creyf vroeg zich af waarom dit ontwerp verder gaat dan de Europese ontwerprichtlijn, waarin wordt bepaald dat zogenaamde redelijke kosten aangerekend mogen worden en dat er bij het afsluiten van een spaarrekening een opzegtermijn van een maand mogelijk is. Ikzelf merkte op dat het ontwerp een mooi vervolg is op het 'herenakkoord' en dat wij hiermee onze goede reputatie op het vlak van consumentenbescherming bevestigen.

De minister antwoordde dat elke lidstaat vrij is om verder te gaan dan de richtlijn en dat het belangrijk is voor de mobiliteit tussen de banken om het afsluiten van een rekening volledig kosteloos te maken. Consumenten die een rekening snel willen opzeggen, zullen daar wellicht gegronde redenen voor hebben en een klant die

vooruitbetaald heeft, moet bij opzegging het teveel betaalde bedrag terugkrijgen.

Het ontwerp werd aangenomen met acht stemmen voor en drie onthoudingen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2988/4)

Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

12 Wetsontwerp tot invoering van een belastingvermindering voor passiehuizen (3024/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3024/1)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

13 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen (3060/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Mevrouw Marghem verwijst naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor

de bespreking. (Rgt 85, 4) (3060/4)

Het wetsontwerp telt 10 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 10 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

14 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, en van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles (3047/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De heer Chabot verwijst naar het schriftelijk verslag.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3047/1)

Het wetsontwerp telt 75 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 75 worden artikel per artikel aangenomen met bijlage.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek San Marino tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te San Marino op 21 december 2005 (3021/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

15.01 Carl Devlies (CD&V): Het verwondert onze fractie dat de meerderheid dit wetsontwerp in de commissie voor de Buitenlandse Zaken zonder enige kritische opmerking heeft goedgekeurd. Dit wetsontwerp gaat immers regelrecht in tegen de inhoud van de resolutie over de belastingparadijzen van de heren Van der Maelen en T'sijen en de dames Lalieux en Dieu. De resolutie werd hier op 1 februari 2007 goedgekeurd. In de toelichting wordt uitgelegd dat de OESO 38 landen als belastingparadijs aanduidt. Daarvan worden er 33 als meewerkend beschouwd. San Marino staat op die OESO-lijst van belastingparadijzen.

De resolutie roept de regering op om de Belgische belastingbasis beter te beschermen door geen

dubbelbelastingverdragen af te sluiten met belastingparadijzen. In plaats daarvan worden beter informatie- en uitwisselingsverdragen afgesloten. Desalniettemin bekrachtigt het onderhavige wetsontwerp het nieuwe dubbelbelastingverdrag tussen België en San Marino. Dat lijkt me dus een probleem in het licht van de in februari goedgekeurde resolutie.

Tijdens de bespreking van de resolutie had de heer Cortois een afwijkende visie. Hij stelde dat volgens hem enkel landen als Andorra, Liberia, Liechtenstein, de Marshalleilanden en Monaco belastingsparadijzen zijn. De heer Cortois kan dit wetsontwerp vandaag dus zonder probleem goedkeuren, voor de andere commissieleden ligt dat moeilijker.

De indieners van de resolutie vinden dat er enkel dubbelbelastingverdragen mogen worden afgesloten met landen die een redelijk niveau van belastingdruk hebben. Ook de MR heeft een probleem. Op pagina 64 van het verslag staat duidelijk te lezen dat staatssecretaris Jamar meent dat de 38 landen op de OESO-lijst een te gunstig belastingsregime hebben. Ook volgens de staatssecretaris mogen er dus geen belastingverdragen met deze landen worden gesloten!

De heer Van der Maelen zei bij de stemming van de resolutie blij te zijn dat er in de Kamer een meerderheid was gevonden voor een begin van beleid. Hij hoopte nog voor de verkiezingen een aantal stappen te kunnen zetten. Wij zijn benieuwd welke stappen dat nog zullen zijn! Volgende week is immers de laatste vergaderweek van deze legislatuur.

Tijdens de bespreking van de resolutie hebben wij al gewezen op het vrijblijvende karakter van de discussies. Wij hebben ons toen om die reden ook onthouden. Vandaag kunnen de indieners echter aantonen dat hun resolutie niet vrijblijvend is. Wij kijken uit naar het stemgedrag van de meerderheid en vooral naar dat van sp.a-spirit en de PS.

CD&V zal zich onthouden. (*Applaus bij CD&V*)

De **voorzitter**: In de laatste rechte lijn wordt vaak het snelst gereden.

15.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Frans*): Ik heb met veel belangstelling naar de heer Devlies geluisterd. Ik weet niet of hij dat ontwerp of de titel ervan gelezen heeft: het is bedoeld om de dubbele belasting en de fiscale fraude te voorkomen.

Wat mij bij de CD&V stoort, is dat haar leden vandaag de minister en de heer Van der Maelen beoordelen op basis van wat ze in de commissie zouden gezegd hebben, terwijl ze tijdens de drie of vier debatten in de commissie Globalisering niet eens aanwezig waren.

Ik zal hem dus vertellen wat er in de commissie gezegd is: we zijn overeengekomen om een evenwichtige resolutie op te stellen en te stellen dat, zelfs al zijn sommige landen belastingparadijzen, wat we veroordelen, we een andere houding willen aannemen tegenover de landen die als tegenprestatie mee de fraude willen bestrijden.

15.03 **Carl Devlies** (CD&V): De staatssecretaris heeft me verkeerd begrepen. Ik val de resolutie niet aan, maar wijs op het vrijblijvende karakter van de discussies in de commissie. Wij vroegen ons af of de resolutie in de praktijk zou worden nageleefd. Onder meer het dubbelbelastingverdrag met San Marino beantwoordt niet aan de inhoud van de resolutie. Ik ben benieuwd naar het stemgedrag van de indieners van de resolutie.

15.04 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): Wie de werkzaamheden in de commissie niet meemaakte, kan natuurlijk moeilijk begrijpen wat de makers van de resolutie hebben bedoeld. San Marino is één van de landen waarmee een dubbelbelastingverdrag kan worden gesloten, als het tenminste meewerkt aan de strijd tegen fiscale fraude. Dat blijkt trouwens al uit de titel van het verdrag. Ik zal er zelf over waken dat de resolutie wordt gerespecteerd.

15.05 **Carl Devlies** (CD&V): Ik kan me nauwelijks voorstellen dat discussies van eind 2006 en begin 2007

een invloed hebben gehad op een verdrag uit 2005! In elk geval blijkt uit de teksten van de besprekingen dat geen dubbelbelastingverdragen zouden worden gesloten met de landen in kwestie. Er was wel sprake van verdragen inzake informatie-uitwisseling.

15.06 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Er lopen heel wat onderhandelingen en er zijn al verdragen gesloten. Ik zal niet één verdrag goedkeuren dat in tegenspraak is met de resolutie. Voorliggend verdrag voldoet wel aan de voorwaarden en ik zal het dus goedkeuren.

Het akkoord met de Verenigde Staten, dat we straks bespreken, is baanbrekend. Voor het eerst kan België het bankgeheim niet inroepen om informatie achter te houden die de andere partij vraagt. We zetten dus stappen vooruit.

15.07 Carl Devlies (CD&V): Wij zullen het verdrag met de VS goedkeuren, zoals we al zeiden in de commissie. Het verdrag met San Marino voldoet echter niet aan de voorwaarden van de resolutie.

De **voorzitter**: Dit wordt een dovemansgesprek. De Kamer is voldoende geïnformeerd en zal straks beslissen.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3021/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag inzake de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opengesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, gedaan te Luxemburg op 14 april 2005 (3048/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3048/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

17 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag nr. 161 betreffende de bedrijfsgezondheidsdiensten, aangenomen te Genève op 26 juni 1985 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie (3049/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3049/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

18 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag nr. 155 betreffende arbeidsveiligheid, gezondheid en het arbeidsmilieu, aangenomen te Genève op 22 juni 1981 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie (3050/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3050/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag van de Raad van Europa ter bestrijding van mensenhandel, gedaan te Warschau op 16 mei 2005 (3051/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3051/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

20 Wetsontwerp houdende instemming met Resolutie 997, aangenomen door de Raad van de IOM tijdens zijn 421e vergadering op 24 november 1998, tot wijziging van het Statuut van de Internationale Organisatie voor Migratie (IOM) (3052/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3052/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en

van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 27 november 2006, en houdende aanpassing van de Belgische belastingwetgeving aan sommige bepalingen van de genoemde Overeenkomst (3054/1-2)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

21.01 **Miguel Chevalier**, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag, dat een omstandige samenvatting bevat van de uiteenzetting van de heer Devlies in de commissie. Ook de antwoorden van de minister op de vele technische vragen van de heer Devlies zijn in het verslag opgenomen. Ondanks de technische aard keurde de commissie Buitenlandse Zaken het voorstel unaniem goed. De heer Devlies stelde voor de diverse commissies voortaan te laten samenwerken inzake bilaterale samenwerkingsakkoorden of fiscale verdragen. Gezien de technische aard van de dossiers, lijkt dat me inderdaad wenselijk.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (3054/1)

Het wetsontwerp telt 8 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 8 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 18.00 uur. Volgende vergadering donderdag 19 april 2007 om 18.15 uur.